

18 MS-01554
DGTI
DGEPO
DAJ



28 MARS 2018

DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO 457-2018

CONCERNANT l'approbation de
l'Entente concernant le financement du
projet Carnet santé entre le
gouvernement du Québec et Inforoute
Santé du Canada inc.

—ooo0ooo—

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a créé
Inforoute Santé du Canada inc. pour accélérer la mise en place d'une
infrastructure pancanadienne de la santé;

ATTENDU QU'en vertu du décret n° 34-2004 du
14 janvier 2004, le gouvernement du Québec a approuvé l'Entente
visant la participation du Québec à Inforoute Santé du Canada inc.,
laquelle établit les principes et les paramètres qui doivent guider la
collaboration entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du
Canada inc.;

ATTENDU QU'Inforoute Santé du Canada inc. désire
contribuer financièrement au projet Carnet santé du gouvernement du
Québec;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1° du premier
alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé et des
Services sociaux (chapitre M-19.2), le ministre de la Santé et des
Services sociaux peut, conformément à la loi, conclure des ententes
avec tout gouvernement, l'un de ses ministères, une organisation
internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette
organisation pour l'application de cette loi ou d'une autre loi relevant de
sa compétence;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente
intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur
le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

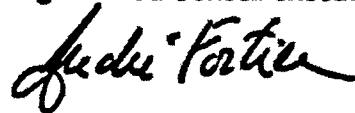
ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8
de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent,
pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées

par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE l'Entente concernant le financement du projet Carnet santé entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc., laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lucie Fortin', written in a cursive style.

NOTE EXPLICATIVE

Objet : Décret concernant l'approbation de l'Entente concernant le financement du projet Carnet santé entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc.

Le gouvernement du Québec a approuvé, par le décret n° 34-2004 du 14 janvier 2004, l'Entente visant la participation du Québec à Inforoute Santé du Canada inc. (ISC), laquelle établit les principes et les paramètres qui doivent guider la collaboration entre le gouvernement du Québec et ISC.

Depuis la conclusion de cette entente, le ministère de la Santé et des Services sociaux, avec l'appui financier d'ISC, a entrepris de développer son infrastructure en préparant son propre Plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux, dont les objets ciblés sont le Dossier Santé Québec, le Dossier médical électronique des cliniques médicales ainsi que diverses solutions pour soutenir l'utilisateur dans son lien et son cheminement dans le système de santé.

Dans ce contexte, en date du 1^{er} janvier 2018, le gouvernement du Québec a déjà reçu 331,8 M\$ pour les ententes qu'il a conclues et prévoit recevoir 45,6 M\$ pour les projets qui restent à terminer.

Le gouvernement du Québec et ISC souhaitent conclure une entente concernant le financement du projet Carnet santé, lequel permettra la mise en place d'une solution québécoise permettant aux usagers du réseau de la santé et des services sociaux d'accéder en tout temps à leurs renseignements de santé. La solution permettra aussi la messagerie sécuritaire entre les usagers et les cliniciens, par exemple pour les demandes des patients pour le renouvellement des ordonnances médicamenteuses.

Ce projet d'entente entrera en vigueur à la signature de toutes les parties et se terminera le 31 mars 2020.

Source de financement :

Le coût total de la mise en place du projet Carnet santé est évalué à 10 942 300 \$ pour la phase 1. Il y aura éventuellement trois autres phases dont la définition des besoins et les estimations des coûts pour le Québec sont en cours d'évaluation.

Les dépenses admissibles aux fins de la participation financière d'ISC pour la phase 1 de ce projet sont de 7 333 333 \$, couvrant la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2020. ISC assumera ainsi 75 % des dépenses admissibles, soit 5 500 000 \$.

La participation financière du gouvernement du Québec pour la phase 1 de ce projet est évaluée à 5 442 300 \$, laquelle sera pourvue à même les crédits en affectation d'un fonds spécial pour le Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux.

RECOMMANDATION MINISTÉRIELLE :

EN CONSÉQUENCE, nous recommandons au Conseil des ministres de prendre le projet de décret ci-joint, concernant l'approbation de l'Entente concernant le financement du projet Carnet santé entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc., laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la présente recommandation.

Date : **07 MARS 2018**

Le ministre de la Santé
et des Services sociaux,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gaétan Barrette', written over a horizontal line.

GAÉTAN BARRETTE

Date :

Le ministre responsable des Relations
canadiennes et de la Francophonie
canadienne,

JEAN-MARC FOURNIER

RECOMMANDATION MINISTÉRIELLE :

EN CONSÉQUENCE, nous recommandons au Conseil des ministres de prendre le projet de décret ci-joint, concernant l'approbation de l'Entente concernant le financement du projet Carnet santé entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc., laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la présente recommandation.

Date :

Le ministre de la Santé
et des Services sociaux,

GAÉTAN BARRETTE

Date : *14 mars 2018*

Le ministre responsable des Relations
canadiennes et de la Francophonie
canadienne,



JEAN-MARC FOURNIER

ANNEXE À LA RECOMMANDATION MINISTÉRIELLE

Date de production : 8 mars 2017

MINISTÈRE

Ministère de la Santé et des Services sociaux

OBJET DU MÉMOIRE OU DU PROJET DE DÉCRET

Décret concernant l'approbation de l'Entente concernant le financement du projet Carnet santé entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc.

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc. (ISC) souhaitent conclure une entente concernant le financement du projet Carnet santé. Ce projet, qui fait actuellement l'objet d'une période de rodage, assurera la mise en place d'une solution permettant aux usagers du réseau de la santé et des services sociaux d'accéder en tout temps à certains renseignements concernant leur santé. La solution offrira aussi la messagerie sécuritaire entre les usagers et les cliniciens, par exemple pour les demandes concernant le renouvellement d'une ordonnance de médicaments.

Ce projet d'entente entrera en vigueur à la signature de toutes les parties et se terminera le 31 mars 2020.

Enjeux d'adhésion

Considérant l'aspect administratif du décret, aucun enjeu de communication n'est anticipé. Il faut toutefois signifier que la sécurité des renseignements contenus dans les dossiers de santé fait l'objet d'une couverture médiatique importante. La Commission d'accès à l'information effectue actuellement une enquête en raison du partage de certains renseignements en vue d'une exploitation commerciale.

OBJECTIFS DE LA COMMUNICATION

N/A

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise en raison du caractère administratif du décret.

JOUEURS-CLÉS IMPLIQUÉS DANS L'ANNONCE

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION DU PLAN

La Direction des communications, en collaboration avec la Direction des affaires intergouvernementales et de la coopération internationale

ENTENTE CONCERNANT LE FINANCEMENT DU PROJET CARNET SANTÉ.

Numéro de référence du contrat :

La présente entente est intervenue le 28^e jour de mars 2018
(la « date d'entrée en vigueur »).

ENTRE :

INFOROUTE SANTÉ DU CANADA INC., personne morale à but non lucratif constituée, en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, c. 23), ayant son siège au 1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1200, Montréal (Québec), H3A 3G4, agissant par monsieur Michael Green, président et chef de la direction et par monsieur Denis Gauthier, chef de l'exploitation, dûment autorisés aux fins des présentes, tels qu'ils le déclarent;

ci-après appelée « **INFOROUTE** »;

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux, monsieur Gaétan Barrette, et par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, monsieur Jean-Marc Fournier, eux-mêmes représentés respectivement par le sous-ministre de la Santé et des Services sociaux, monsieur Michel Fontaine, dûment autorisé en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (RLRQ, c. 19.2) et par le secrétaire général associé aux Relations canadiennes, monsieur Jean-Stéphane Bernard, dûment autorisé en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ, c. M-30);

ci-après appelé le « **QUÉBEC** »;

INFOROUTE et le QUÉBEC sont également désignés collectivement sous le nom de «**Parties**».

PRÉAMBULE :

ATTENDU QUE INFOROUTE est un organisme sans but lucratif financé par le gouvernement du Canada afin de favoriser et d'accélérer, à l'échelle pancanadienne, l'élaboration et l'adoption de systèmes d'information électroniques sur la santé interopérables afin de procurer des bénéfices aux Canadiens en matière de santé;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a approuvé, par le décret n° 34-2004 du 14 janvier 2004, l'entente visant la participation du QUÉBEC à INFOROUTE telle que constituée par la lettre datée du 9 janvier 2004 du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques adressée au président du conseil d'administration d'INFOROUTE et par la lettre d'acceptation de ce dernier datée du 9 janvier 2004;

ATTENDU QUE cette entente stipule que :

- a. il appartient au QUÉBEC de décider du rythme et des modalités de déploiement de l'infrastructure de la santé sur son territoire et que ce déploiement doit s'effectuer en fonction des orientations, des priorités et de la capacité financière du QUÉBEC;
- b. tout projet québécois visant à obtenir un financement d'INFOROUTE doit être conforme aux orientations québécoises en matière d'infrastructure de la santé;

- c. seuls les projets soumis par le ministère de la Santé et des Services sociaux (« MSSS ») à INFOROUTE pourront bénéficier d'un financement de la part de cette dernière;
- d. le QUÉBEC participe aux clauses de réciprocité ayant pour effet de rendre les produits et services développés par le biais de la contribution d'INFOROUTE disponibles à l'ensemble des provinces et territoires;
- e. le MSSS est responsable du suivi et de l'évaluation de la performance des projets québécois financés par INFOROUTE;

ATTENDU QUE le QUÉBEC déploie une solution (Carnet Santé) permettant aux usagers du réseau de la santé et des services sociaux d'accéder en tout temps à leurs renseignements de santé;

ci-après appelée « **la SOLUTION** »;

ATTENDU QUE les Parties conviennent que les systèmes d'information électroniques sur la santé doivent intégrer des mesures appropriées afin d'assurer la protection des renseignements personnels qui sont conservés et partagés à l'aide de ces systèmes;

ATTENDU QUE le QUÉBEC a pour objectif d'offrir la SOLUTION sur son territoire et que, pour ce faire, il reconnaît l'importance d'une contribution financière de la part d'INFOROUTE;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a approuvé la présente entente en vertu du décret n° _____ du _____.

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à définir les modalités relatives à la contribution financière d'INFOROUTE dans le déploiement de la SOLUTION.

2. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente entente, les expressions et termes suivants signifient :

« **budget détaillé approuvé** » s'entend d'un budget détaillé relatif au projet qui établit tous les frais admissibles ayant trait au projet;

« **dossier médical électronique** » (DME) s'entend d'un dossier médical informatisé particulier à un clinicien (médecin, par exemple), à un cabinet ou à une organisation. Il s'agit du dossier qu'un clinicien conserve pour ses patients et qui contient des renseignements sur le patient, ses antécédents médicaux et pharmaceutiques et ses résultats diagnostiques comme, par exemple, résultats de laboratoires et d'imagerie diagnostique. Ce dossier est souvent intégré à d'autres logiciels assurant la gestion d'activités administratives diverses comme la facturation et la prise de rendez-vous;

« **échancier de remboursement** » s'entend de l'échancier de remboursement des frais admissibles du QUÉBEC, tel qu'il est établi à l'annexe B;

« **énoncé des travaux** » s'entend de la description écrite des produits et services et de leurs spécifications prévus à l'annexe C de la présente entente;

« **entrepreneur** » comprend les entrepreneurs indépendants, les fournisseurs de logiciels, les réalisateurs de logiciels personnalisés ou les consultants dont les services ont été retenus par le Québec ou sous sa direction dans le cadre d'un projet;

« **évaluation des facteurs relatifs à la vie privée** » s'entend d'un processus qui permet au QUÉBEC :

- i) d'établir si la communication de renseignements personnels dans le cadre d'un projet se conformera aux exigences relatives à la protection des renseignements personnels;
- ii) de renseigner les représentants dûment mandatés par le QUÉBEC et les parties intéressées sur la communication des renseignements personnels dans le cadre d'un projet, les questions de protection des renseignements personnels et les risques légaux et commerciaux associés à ces communications de données et les mesures administratives, techniques ou autres qui ont été ou qui seront prises pour éviter ou mitiger ces risques;

« **exigences relatives à la protection des renseignements personnels** » s'entend de la législation relative à la protection des renseignements personnels applicable au QUÉBEC;

« **formulaire d'échéancier de remboursement** » s'entend de l'annexe B;

« **frais admissibles** » a le sens attribué à cette expression à l'annexe I;

« **jour ouvrable** » s'entend d'un jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié dans la province de Québec;

« **produits** » s'entend des produits tels que décrits à l'énoncé des travaux à l'annexe C;

« **projet** » s'entend des projets tels que décrits à l'annexe A;

« **rapport d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée** » s'entend du rapport écrit rédigé par le QUÉBEC ou pour son compte qui consigne les résultats de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée entreprise par rapport au projet;

« **représentants** » s'entend collectivement des employés, des mandataires et des entrepreneurs;

« **services** » s'entend des services tels que décrits dans l'énoncé des travaux;

« **la SOLUTION** » s'entend de la solution informatique québécoise (Carnet Santé) permettant aux usagers du réseau de la santé et des services sociaux d'accéder en tout temps à leurs renseignements de santé. La solution permettra aussi la messagerie sécuritaire entre les usagers et les cliniciens, par exemple pour les demandes des patients pour le renouvellement des ordonnances médicamenteuses;

« **spécifications** » s'entend des exigences relatives aux produits et services décrits dans l'énoncé des travaux;

« **taxes de vente** » désigne, collectivement, la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et toutes taxes de vente provinciales applicables;

« **taxe de vente non recouvrable** » désigne la taxe de vente qui ne peut être recouvrée par le QUÉBEC, selon les modèles de gestion choisis par le QUÉBEC;

« **taxe de vente recouvrable** » désigne la taxe de vente qui est recouvrée ou recouvrable par le QUÉBEC selon les modes de gestion choisis par le QUÉBEC;

« **renseignements confidentiels** » s'entend de tous les secrets commerciaux et autres renseignements qui ne sont pas généralement connus du public et dont l'une des Parties, une société affiliée ou une filiale de l'une des Parties, ou leurs fournisseurs, clients et autres partenaires d'affaires respectifs, sont propriétaires. Les renseignements

confidentiels incluent, notamment, les inventions, les découvertes, les procédés, les idées, les données financières, les renseignements légaux et les renseignements à la société, à la commercialisation, aux produits, à la recherche, aux techniques, au personnel, aux clients et aux fournisseurs ainsi que les autres renseignements non publiés, présentés sous quelque forme que ce soit, qui sont spécifiquement identifiés comme confidentiels avant ou au moment de leur communication ou qui sont communiqués verbalement et dont le caractère confidentiel est confirmé par écrit dans les (5) jours suivant cette communication verbale;

« **renseignements personnels** » s'entend des renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent de l'identifier;

« **demande de propositions (DDP)** » s'entend des appels d'offres ou autres processus d'approvisionnement des services, composantes ou solutions commerciales dans le contexte de la construction, configuration, intégration et déploiement de la solution.

3. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

Les documents suivants et toute modification qui pourraient leur être apportée ultérieurement font partie de la présente entente :

- le préambule;
- les dispositions de la présente entente;
- l'annexe A intitulée « Description du projet »;
- l'annexe B intitulée « Échéancier de remboursement »;
- l'annexe C intitulée « Énoncé des travaux »;
- l'annexe D intitulée « Formulaire d'avis »;
- l'annexe E intitulée « Évaluation des facteurs relatifs à la protection de la vie privée »;
- l'annexe F intitulée « Certificat de représentation et de conformité »;
- l'annexe G intitulée « Facture »;
- l'annexe H intitulée « Modifications aux annexes »;
- l'annexe I intitulée « Frais admissibles ».

La présente entente constitue le seul accord intervenu entre les Parties et toute autre entente non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet. En cas de conflit entre les annexes et les dispositions de la présente entente, ces dernières prévalent.

4. LOIS APPLICABLES ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et en cas de litige, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

5. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature et se termine le 31 mars 2020, et peut être reconduite par entente écrite mutuelle entre les représentants des parties identifiés à l'annexe H, pour une période maximale d'une année selon les mêmes termes et conditions advenant que la finalisation du projet requiert un délai supplémentaire.

6. MONTANTS ALLOUÉS ET MODALITÉS DE REMBOURSEMENT

INFOROUTE s'engage, sous réserve du respect des modalités prévues à la présente entente, à rembourser au QUÉBEC les frais admissibles conformément aux modalités prévues à la présente entente.

Les Parties acceptent que les principaux concepts de financement et d'adoption par étapes continuent de s'appliquer à tous les remboursements reçus dans le cadre de la présente entente.

6.1. Montant alloué

Les Parties conviennent d'un montant maximal admissible de 7 333 333 \$ aux fins de la détermination de la contribution financière d'Inforoute pour le projet visé par la présente entente.

Les Parties conviennent que ce montant a été déterminé à l'aide des renseignements fournis à INFOROUTE par le QUÉBEC relativement à ses frais admissibles en lien direct avec l'acquisition, la mise en œuvre et l'utilisation par des utilisateurs, de la SOLUTION.

Le montant alloué par INFOROUTE au QUÉBEC pour le projet visé par la présente entente correspond à soixante-quinze pour cent (75 %) de ces frais admissibles, y compris toutes les taxes applicables. La contribution totale d'INFOROUTE au projet par la présente entente ne peut excéder 5 500 000 \$.

Les Parties conviennent que la présente entente permet le remboursement des frais admissibles qui ont été engagés par le QUÉBEC ou ses entrepreneurs depuis le 1^{er} avril 2017. Ce remboursement s'effectue dans le respect des modalités fixées par la présente entente.

Le montant maximal payable au QUÉBEC pour chaque exercice financier est le montant établi pour chaque exercice à *l'Annexe B : Échéancier de remboursement*, jusqu'à concurrence du montant total maximal remboursable par INFOROUTE, auquel s'ajoutent les taxes de vente applicables.

Nonobstant toute autre disposition de cette entente, le montant des remboursements des frais admissibles qui sera versé au Québec en vertu de la présente entente est conditionnel à l'octroi de Crédits par le Parlement du Canada pour l'Exercice financier au cours duquel un remboursement donné est dû.

6.2. Paiement forfaitaire unique

Inforoute versera à l'avance un paiement forfaitaire égal à 20 % du montant maximal qu'Inforoute pourrait devoir rembourser relativement à la mise en œuvre du projet et le partenaire ne peut utiliser ces fonds qu'aux fins du projet et pour payer des dépenses admissibles.

6.3. Documents requis et conditions de remboursement

Lorsque les produits et services lui sont transmis pour acceptation finale, le représentant de la facturation du QUÉBEC demande à INFOROUTE de lui confirmer par écrit que ces produits et services respectent les annexes A, B, C et I.

INFOROUTE transmet sa confirmation écrite de la conformité des produits et services dans un délai raisonnable. Si, selon l'avis d'INFOROUTE, ces produits et services ne respectent pas les annexes A, B, C et I, INFOROUTE émet un avis de rectification, conformément aux dispositions de l'article 17.3.

INFOROUTE procède aux remboursements prévus à l'article 6.1 et dans les délais prévus à l'article 6.5 sur réception, de la part du QUÉBEC, d'un certificat de représentation et de conformité et d'une facture conformes aux modalités prévues à l'article 7 de la présente entente.

Pour être remboursables, les produits et services doivent avoir été réalisés en conformité avec :

- l'énoncé des travaux ainsi qu'aux spécifications prévues à l'annexe C;
- les échéanciers fixés;
- toutes les autres modalités prévues à la présente entente.

6.4. Ajustement

La conciliation des remboursements en trop de frais admissibles est effectuée dès que l'on atteint le seuil de cinquante pour cent (50 %) des remboursements des jalons budgétisés pour le projet.

Le QUÉBEC convient de rembourser à INFOROUTE les fonds auxquels le QUÉBEC n'a pas droit, comme des paiements versés par erreur, des trop-payés ou des frais non admissibles.

6.5. Délais de remboursement

Après réception, conformément aux modalités de la présente entente, de tous les documents prévus à l'article 6.3., INFOROUTE doit rembourser au QUÉBEC les frais admissibles dans un délai maximal de 30 jours.

7. FACTURATION

Une facture conforme au modèle prévu en annexe G doit être soumise à INFOROUTE aux fins de remboursement.

Cette facture doit être accompagnée d'un certificat de représentation et de conformité, sous la forme prévue à l'annexe F, attestant que les produits et services pour lesquels le remboursement est demandé respectent les modalités de la présente entente.

7.1. Réconciliation annuelle des factures

Toutes les factures soumises dans le cadre de la présente entente sont réconciliées annuellement, en commençant un an après la date de soumission de la première facture.

7.2. Taxes de vente

Le QUÉBEC doit fournir à INFOROUTE les documents pertinents et préciser les motifs pour lesquels la taxe de vente engagée par lui constitue une taxe de vente non recouvrable. Si INFOROUTE, agissant raisonnablement, estime que la taxe de vente qui a été incluse dans une facture en vue d'un remboursement au titre de taxe de vente non recouvrable est effectivement une taxe de vente recouvrable, elle peut choisir de ne rembourser la taxe de vente que lorsqu'elle sera satisfaite que cette taxe de vente est une taxe de vente qui constitue une taxe de vente non recouvrable, elle a droit (en plus de tous les autres droits qu'elle pourrait avoir), à son gré, de porter les sommes remboursées relativement à cette taxe en diminution de sommes qui doivent être remboursées à l'avenir au Québec.

8. RAPPORTS

Le QUÉBEC doit remettre à INFOROUTE, au moins une fois par mois, des rapports selon une forme dont conviennent les représentants des Parties, sur l'état d'avancement, les étapes importantes et la situation financière du projet.

Le QUÉBEC doit fournir à INFOROUTE un rapport des coûts du projet dans les trente (30) jours qui suivent la fin du mois où les produits et services sont terminés.

Les Parties conviennent qu'INFOROUTE peut transmettre au gouvernement du Canada des exemplaires de la reddition de comptes du QUÉBEC à INFOROUTE concernant le projet.

9. AVIS REQUIS

Le QUÉBEC doit aviser INFOROUTE de tout facteur significatif pouvant avoir des conséquences sur le rythme et les modalités de déploiement de la SOLUTION.

10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les Parties conviennent qu'aucun droit de propriété intellectuelle ne sera accordé à INFOROUTE aux termes de la présente entente.

11. VÉRIFICATIONS ET CONSERVATION DES DOCUMENTS

11.1. Vérification et contrôle de l'exactitude des informations fournies

INFOROUTE peut, à ses seuls frais, moyennant un préavis de dix (10) jours ouvrables, effectuer des vérifications ou des contrôles continus en ce qui a trait au respect de la présente entente. INFOROUTE convient que ses représentants respecteront alors toutes les lois applicables et les politiques de sécurité et de confidentialité du QUÉBEC. Le gouvernement du Canada peut effectuer des vérifications ou des contrôles continus chez INFOROUTE.

Ce droit de vérification et de contrôle est valide pour une période d'une année après la présentation par le QUÉBEC de sa dernière facture relative à la présente entente.

11.2. Conservation des documents

Pendant une période de six (6) ans suivant la résiliation ou l'échéance de la présente entente ou une période plus longue exigée par la loi, le QUÉBEC conserve tous les registres nécessaires pour être en mesure de fournir à INFOROUTE, sur demande, la preuve confirmant que les remboursements demandés et obtenus dans le cadre de la présente entente l'ont été dans le respect des modalités prévues à la présente entente.

11.3 Vérificateur général du Canada

Les Parties reconnaissent que le Vérificateur général du Canada pourra procéder, à ses frais à une enquête chez INFOROUTE sur l'utilisation des fonds fédéraux.

12. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

12.1 Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée

Le QUÉBEC doit effectuer, le plus tôt possible dans le cadre de la planification de la mise en œuvre du projet, une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée. Cette évaluation des facteurs relatifs à la vie privée doit comprendre les éléments prévus à l'annexe E.

Cette évaluation doit être mise à jour lors de tout changement important dans la nature ou la portée du projet.

12.2 Produits

Le QUÉBEC doit également intégrer au projet :

- a) le cas échéant, un exemplaire du rapport d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée fourni par le QUÉBEC à la Commission d'accès à l'information relativement au projet;
- b) le cas échéant, un exemplaire de l'avis de la Commission d'accès à l'information du Québec émis relativement au projet;
- c) le cas échéant, les réponses du QUÉBEC à la Commission d'accès à l'information du Québec à la suite d'un avis de cette dernière relativement au projet;
- d) le cas échéant, des renseignements concernant toutes les questions importantes et tous les risques importants soulevés par la Commission d'accès à l'information du Québec relativement au rapport d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée ou à tout autre élément du projet.

12.3. Respect des exigences en matière de protection des renseignements personnels

Sans limiter sa discrétion à ce sujet, le QUÉBEC s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires afin de traiter adéquatement les questions de protection des renseignements personnels soulevées dans l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée et, le cas échéant, par la Commission d'accès à l'information du Québec relativement au projet.

Avant la mise en œuvre du projet, le QUÉBEC doit fournir une confirmation écrite à INFOROUTE, qu'il a entrepris les évaluations internes nécessaires pour s'assurer de l'exactitude de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, et qu'il a établi des pratiques en matière de protection des renseignements personnels lui permettant de se conformer aux exigences en matière de protection des renseignements personnels qui lui incombent quant au projet.

12.4. Utilisation de données de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée

INFOROUTE s'engage à utiliser les renseignements personnels reçus du QUÉBEC en vertu du présent article uniquement :

- a) aux fins d'exécuter ses obligations contractuelles en vertu des accords de financement conclus avec le gouvernement du Canada;
- b) aux fins d'accomplir sa mission de société d'une manière qui respecte les exigences relatives à la protection des renseignements personnels; et
- c) conformément au droit applicable.

12.5. Aucune approbation ni vérification par INFOROUTE

Le QUÉBEC convient que la réception par INFOROUTE de renseignements personnels provenant du QUÉBEC en ce qui trait à une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée et l'utilisation de ces renseignements, ne doit en aucun cas constituer une approbation, un endossement ou une vérification de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée ou du rapport d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, ou de toute partie de celui-ci, ou le respect par le QUÉBEC des exigences relatives à la protection des renseignements personnels ou la conformité du projet à ces exigences.

13. RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

Les Parties s'assurent que tout renseignement confidentiel relié à la présente entente soit traité en conformité avec les lois régissant cette matière qui leur sont applicables.

13.1. Communication forcée

Si une partie ou l'un des représentants est légalement dans l'obligation de communiquer des renseignements confidentiels, cette partie devra en aviser l'autre partie afin que cette

dernière puisse, si elle le désire, obtenir une ordonnance conservatoire ou se prévaloir de tout autre recours utile avant cette communication. Dans tous les cas, cette communication doit se limiter à ce qui est nécessaire pour se conformer à l'obligation légale.

13.2. Droit de propriété des renseignements confidentiels

Tous les renseignements confidentiels divulgués par une partie à l'autre partie ou aux représentants de cette autre partie demeurent la propriété unique et exclusive de la partie qui divulgue les renseignements y compris, notamment :

- a) toutes les idées, tous les concepts, tous les renseignements, tous les secrets commerciaux, tout le savoir-faire, toutes les stratégies commerciales et toutes les méthodes portant sur les renseignements confidentiels;
- b) tous documents matériels qui contiennent, comportent ou intègrent des renseignements confidentiels pouvant être lus par l'homme ou une machine, y compris, notamment, les documents, les ententes, les diagrammes, les tableaux, les graphiques, les programmes d'ordinateur, les disquettes et les fichiers informatiques; et
- c) tous les droits exclusifs et droit de propriété intellectuelle relatifs aux renseignements confidentiels, indépendamment du fait que ces éléments soient ou non créés, produits, développés, fabriqués ou rédigés par la partie qui divulgue les renseignements ou pour son compte, et indépendamment du fait que ces éléments aient pris forme avant ou après la date des présentes.

13.3. Remise des renseignements confidentiels

Dès qu'une partie en fait la demande, l'autre partie doit lui remettre ou détruire dans les plus brefs délais tous les renseignements confidentiels appartenant à l'autre partie en sa possession ou en la possession de ses représentants, et ce, dans la mesure où ces renseignements ne sont plus requis pour la réalisation des obligations auxquelles chacune des Parties s'est engagée en vertu de la présente entente. Cette partie doit prendre toutes les mesures commerciales nécessaires pour faire en sorte que ses représentants et toute autre partie agissant sous sa direction ou son contrôle remettent tous les documents contenant des renseignements confidentiels, y compris toutes les copies, toutes les notes, tous les résumés et tous les plans.

14. RÉCLAMATION ET INDEMNISATION

14.1. Avis de réclamation

Les Parties doivent s'aviser dans les plus brefs délais de toute mise en demeure, réclamation, perte, dépense, dommage, action, poursuite ou toute autre procédure entamée par quiconque concernant toute affaire découlant de la présente entente.

14.2. Responsabilité

Les Parties acceptent de se tenir quittes et indemnes, en tout temps, de toute mise en demeure, réclamation, perte, dépense, dommage, action, poursuite ou toute autre procédure entamée par quiconque concernant toute affaire découlant de la présente entente. Les Parties acceptent, toutefois, de coopérer, sur demande et aux frais de la partie qui doit traiter celle-ci, aux processus permettant de régler toute mise en demeure, réclamation, perte, dépense, dommage, action, poursuite ou toute autre procédure entamée par quiconque concernant toute affaire découlant de la présente entente.

Toutefois, ce qui précède ne s'applique pas si ces mises en demeures, réclamations, pertes, dépenses, dommages, actions, poursuites ou toute autre procédure sont entamés en raison de la négligence ou d'une faute intentionnelle de l'autre partie ou de l'un de ses représentants.

Dans tous les cas, l'autre partie peut à son gré et à ses frais, participer à la défense de toute action ou poursuite en retenant les services d'un conseiller juridique de son choix.

14.3. Traitement de la réclamation

La partie qui doit traiter une mise en demeure, réclamation, perte, dépense, dommage, action, poursuite ou toute autre procédure entamée par quiconque concernant toute affaire découlant de la présente entente ne peut adopter une défense ou accepter une réclamation ou un règlement exigeant une admission de responsabilité de la part de l'autre partie.

La partie qui doit traiter une mise en demeure, réclamation, perte, dépense, dommage, action, poursuite ou toute autre procédure entamée par quiconque concernant toute affaire découlant de la présente entente ne peut verser aucun montant sans le consentement écrit exprès de l'autre partie, consentement qui ne peut être refusé de manière déraisonnable.

15. DÉCLARATIONS DES PARTIES

15.1. Déclarations d'INFOROUTE

INFOROUTE déclare, au meilleur de sa connaissance, ce qui suit :

- a) elle a tous les droits, pouvoirs et capacités nécessaires pour s'acquitter des obligations qui lui sont dévolus par la présente entente;
- b) la conclusion de la présente entente n'entre pas en conflit avec les modalités ou dispositions de contrats auxquels INFOROUTE est partie, n'entraîne pas de violation de leurs modalités ou dispositions ou ne constitue pas un défaut en vertu de ces contrats;
- c) il n'y a pas de privilèges, de réclamations, de charges, de poursuites judiciaires ou, à la connaissance d'INFOROUTE, de restrictions, de conventions ou d'ententes qui pourraient être incompatibles avec les dispositions de la présente entente, en restreindre la portée ou avoir d'autres conséquences sur ces dispositions ou sur l'exercice par le QUÉBEC de ses droits;
- d) le signataire de la présente entente pour le compte d'INFOROUTE est dûment autorisé par les mesures internes de cette dernière, la présente entente est dûment et valablement conclue par INFOROUTE et constitue une obligation légale et valide qui est opposable à INFOROUTE, conformément à ses modalités; et
- e) elle est une personne morale constituée en vertu des dispositions de la *Loi sur les corporations canadiennes* (S.R.C. 1972, chapitre C-32).

15.2. Déclarations du QUÉBEC

Le QUÉBEC déclare, au meilleur de sa connaissance, ce qui suit :

- a) il a tous les droits, pouvoirs et capacités nécessaires pour s'acquitter des obligations qui lui sont dévolus par la présente entente;

- b) la conclusion de la présente entente n'entre pas en conflit avec les modalités ou dispositions de contrats auxquels le QUÉBEC est partie, n'entraîne pas de violation de leurs modalités ou dispositions ou ne constitue pas un défaut en vertu de ces contrats;
- c) il n'y a pas de privilèges, de réclamations, de charges, de poursuites judiciaires ou, à la connaissance du QUÉBEC, de restrictions, de conventions ou d'ententes qui pourraient être incompatibles avec les dispositions de la présente entente, en restreindre la portée ou avoir d'autres conséquences sur ces dispositions ou sur l'exercice par INFOROUTE de ses droits; et
- d) les signataires de la présente entente pour le compte du QUÉBEC sont dûment autorisés par la loi, la présente entente a été dûment et valablement conclue par le QUÉBEC et constitue une obligation légale et valide qui est opposable au QUÉBEC, conformément à ses modalités.

16. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être, sous peine de nullité, cédés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit préalable de l'autre partie. Les droits et obligations prévus en vertu de la présente entente lient les Parties ainsi que leurs ayants droit et cessionnaires autorisés respectifs et s'appliquent en leur faveur.

17. RÉSILIATION DE L'ENTENTE ET AVIS DE RECTIFICATION

17.1. Résiliation par INFOROUTE en cas de défaut du QUÉBEC

INFOROUTE peut résilier ou mettre fin à la présente entente lorsque :

- a) le QUÉBEC ou ses représentants violent une disposition des articles relatifs aux renseignements confidentiels;
- b) le QUÉBEC cède la présente entente ou tout accord relatif à un projet sans avoir obtenu au préalable l'approbation écrite d'INFOROUTE; ou
- c) le QUÉBEC lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

Pour ce faire, INFOROUTE adresse un avis écrit de résiliation au QUÉBEC énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe (a), le QUÉBEC devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi la présente entente sera automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu aux paragraphes (b) à (c), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de réception de l'avis par le QUÉBEC.

17.2. Résiliation par le QUÉBEC en cas de défaut d'INFOROUTE

Le QUÉBEC peut résilier ou mettre fin à la présente entente lorsque :

- a) INFOROUTE est en faillite ou insolvable, ou prend des mesures pour faire faillite volontaire, fait une cession générale au bénéfice de ses créanciers ou propose à ses créanciers une entente de restructuration, un concordat ou le réajustement de ses dettes ou de ses obligations ou par ailleurs propose de se prévaloir de toute loi sur la protection des débiteurs;
- b) INFOROUTE ou ses représentants violent une disposition des articles relatifs aux renseignements confidentiels;

- c) INFOROUTE cède la présente entente ou tout accord relatif à un projet sans avoir obtenu au préalable l'approbation écrite du QUÉBEC; ou
- d) INFOROUTE a présenté au QUÉBEC des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

Pour ce faire, QUÉBEC adresse un avis écrit de résiliation à INFOROUTE énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe (b), INFOROUTE devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi la présente entente sera automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu aux paragraphes (a), (c), (d) la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de réception de l'avis par INFOROUTE.

17.3. Avis de rectification

Sans limiter les droits des Parties, lorsqu'une partie est en défaut de l'une de ses obligations, déclarations, garanties ou l'un de ses engagements à la présente entente (excepté ceux prévus aux paragraphes 17.1 et 17.2) l'autre partie peut émettre un avis de rectification à la partie défaillante faisant état des défauts exigeant rectification (« avis de rectification »). Si la partie recevant l'avis de rectification ne conteste pas son contenu dans les cinq (5) jours ouvrables de sa réception, elle doit :

- a) respecter l'avis de rectification et corriger les défauts mentionnés dans l'avis de rectification à la satisfaction de l'autre partie dans les cinq (5) jours ouvrables; ou
- b) lorsqu'il est impossible de corriger les défauts mentionnés dans un avis de rectification dans les cinq (5) jours ouvrables, fournir un plan de rectification à la satisfaction de l'autre partie.

Si la partie recevant un avis de rectification ne le conteste pas, ne le respecte pas ou ne fournit pas de plan de rectification dans les cinq (5) jours ouvrables, l'autre partie est en droit de résilier sans délai la présente entente sans autre mesure ou formalité.

17.4. Obligations du QUÉBEC au moment de la résiliation

À la résiliation de la présente entente, le QUÉBEC doit remettre à INFOROUTE :

- a) un rapport indiquant :
 - i) l'état d'avancement de la prestation des produits et services par le QUÉBEC et ses représentants à la date de la résiliation;
 - ii) tout autre renseignement exigé par INFOROUTE en ce qui a trait à la livraison des produits et services ainsi qu'à la situation financière et à l'exécution de la présente entente;
- b) les documents qui peuvent être exigés par INFOROUTE pour donner effet à la résiliation de la présente entente et aux droits qui y sont accordés, signés par le QUÉBEC ou ses représentants; et
- c) tous les renseignements confidentiels d'INFOROUTE en la possession du QUÉBEC ou de ses entrepreneurs ou de leurs représentants respectifs.

17.5 Obligations d'INFOROUTE au moment de la résiliation

À la résiliation de la présente entente, INFOROUTE est responsable du remboursement des frais admissibles engagés par le QUÉBEC conformément aux modalités de la présente entente jusqu'à la date de prise d'effet de cette résiliation.

17.6 Résiliation en sus des autres droits et recours

Les droits de résiliation exprès prévus à la présente entente s'ajoutent aux autres droits et recours que les Parties pourraient avoir en vertu de la présente entente, en droit ou en équité et n'en limitent pas la portée.

18. MODIFICATION DE L'ENTENTE

La présente entente ne peut être modifiée que par une entente écrite dûment signée par les Parties. Cette nouvelle entente ne peut changer la nature de la présente entente. Cette nouvelle entente entre en vigueur au moment convenu entre les Parties et fait partie intégrante de la présente entente.

Malgré ce qui précède, un changement aux annexes A, B, C et D de la présente entente peut être effectué par entente écrite mutuelle entre les représentants des parties auxquelles renvoie l'annexe H à titre de « représentants autorisés ». Le montant total de remboursements à l'annexe B ne peut pas dépasser la contribution totale prévue par INFOROUTE à l'article 6.1. Une fois qu'un changement aux annexes a été effectué, une annexe révisée qui intègre ce changement doit être jointe à la présente entente ou à l'accord relatif à un projet, le cas échéant, pour remplacer l'annexe originale ainsi modifiée.

Chaque partie pourrait changer de représentant autorisé, le cas échéant, en remettant une annexe D révisée à l'autre partie, qui doit être jointe à la présente entente ou à l'accord relatif au projet, et en faire partie, le cas échéant.

19. AVIS

Tous les avis, demandes, réclamations et autres communications en vertu des présentes doivent être faits par écrit aux personnes désignées à l'annexe D et sont réputés dûment remis :

- a) au moment de leur remise, lorsqu'ils sont remis en personne, ou
- b) lorsque leur réception est confirmée par voie électronique, s'ils sont envoyés par télécopieur ou par courriel (dans ce cas, une copie imprimée devant suivre par service de messagerie).

20. RÉSOLUTION DE DIFFÉREND

Si un différend survient dans le cours de l'exécution de l'entente, les Parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable.

Si ce différend n'est pas résolu par les Parties dans le cadre de ce processus, les Parties peuvent faire appel à un tiers pour les assister dans la recherche d'une solution à l'amiable.

Dans l'hypothèse où le recours à un tiers échoue, seules les questions factuelles ou techniques relatives aux produits et services pourront alors être renvoyées à un arbitre unique que les Parties conviennent unanimement de nommer. L'arbitrage sera régi par les articles 624 et suivants du *Code de procédure civile du Québec* (RLRQ, c. 25.01), et la décision de l'arbitre sera sans appel. Les frais d'arbitrage, y compris les honoraires et frais de l'arbitre, seront assumés également par les Parties. Sauf entente contraire entre les Parties, cet arbitrage se tiendra à Montréal, au Québec.

21. COMMUNICATIONS

Dans le cadre de ses initiatives de communication visant à faire connaître l'objectif et les avantages du déploiement de la SOLUTION, le QUÉBEC accepte de reconnaître la contribution financière d'INFOROUTE. Pour sa part, INFOROUTE doit obtenir le consentement préalable du QUÉBEC pour toute initiative de communication relative à son implication dans le projet visé par la présente entente.

21.1. Consentement préalable requis

Les Parties doivent respectivement obtenir le consentement écrit préalable de l'autre partie avant de faire une annonce publique relativement à la signature de la présente entente ou à toute partie de celle-ci.

Cette exigence ne s'applique pas aux échanges d'information de renseignements (y compris, notamment, les affichages sur les sites Web) qui sont compatibles, conformes ou prévus par une annonce officielle préalablement approuvée ou aux échanges de renseignements exigés par la loi ou exigés ou demandés par sa Majesté la reine du chef du Canada en ce qui a trait à INFOROUTE ou le Québec.

21.2. Utilisation d'une marque de commerce ou d'un logo

Les Parties doivent obtenir une autorisation, avant d'utiliser une marque de commerce ou un logo de l'autre partie.

22. RELATION ENTRE LES PARTIES

Rien de ce qui est contenu dans la présente entente ne doit être interprété comme créant entre les Parties une relation mandant-mandataire ou employeur-employé, un partenariat ou une coentreprise et aucune des deux Parties n'a le droit d'obliger ou de lier l'autre partie de quelque manière que ce soit.

23. MAINTIEN DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE

Il est entendu que les articles suivants de la présente entente demeureront exécutoires malgré la résiliation ou l'échéance de l'entente : les articles, 12, 13, 14, 20, 21, 27, 28, 29 ainsi que les paragraphes qui, par leur nature, ont pour objet de survivre à la résiliation ou à l'échéance de la présente entente.

24. CONFLITS DE TRAVAIL

Les Parties ne peuvent être pas tenues responsables des délais ou retards dans l'exécution de la présente entente, occasionnés par un conflit de travail, en autant que la partie concernée fait preuve de diligence raisonnable et met en place un plan d'urgence pour mitiger l'importance des effets de ce conflit de travail.

25. FORCE MAJEURE

Les Parties ne peuvent être tenues responsables des dommages causés par les retards ou le défaut d'exécution de leurs obligations en vertu de la présente entente si ce délai ou défaut est causé par un événement indépendant de leur volonté. Les Parties conviennent qu'un événement ne pourra être considéré comme indépendant de leur volonté si une personne d'affaires faisant preuve de diligence raisonnable dans des circonstances semblables et à laquelle incombent des obligations semblables à celles prévues à la présente entente aurait mis en place des plans d'urgence pour mitiger l'importance des effets de cet événement ou pour les annuler. Sans restreindre le caractère général de ce qui précède, les Parties conviennent que les cas de force majeure comprennent les catastrophes naturelles et les actes de guerre, les insurrections, le terrorisme et les menaces d'actes de terrorisme, mais n'incluent pas les pénuries ou les retards se rapportant aux approvisionnements ou aux services. Si une

partie cherche à s'exonérer de ses obligations en vertu de la présente entente en invoquant un cas de force majeure, elle doit immédiatement aviser l'autre partie du retard ou de la non-exécution, de la raison de ce retard ou de cette non-exécution et de la durée prévue du retard ou de la non-exécution. Si le retard ou la non-exécution réelle ou anticipée dépasse dix (10) jours ouvrables, l'autre partie peut immédiatement résilier l'entente moyennant un avis écrit de résiliation, et ce droit de résiliation s'ajoute à tous les autres droits et recours de la partie qui résilie l'entente, en droit ou en équité.

26. CONFLIT D'INTÉRÊTS

Au meilleur de la connaissance des Parties, aucun administrateur, dirigeant ou employé des Parties (ou les membres de leur famille immédiate) n'ont d'intérêt dans la présente entente ou dans l'une des opérations projetées dans la présente entente.

Les Parties ne doivent pas entreprendre des activités ni fournir des biens et services lorsque ceux-ci créent un conflit d'intérêt, réel ou éventuel, avec l'exécution de ses obligations relatives à la présente entente.

Aucun membre de la Chambre des communes, de l'Assemblée nationale ou du Sénat ne peut participer à la présente entente et en tirer un avantage ou bénéfice quelconque, si cet avantage n'est pas accessible au public.

Aucun fonctionnaire ou titulaire de charges publiques ne tire un avantage de la présente entente en contravention avec des politiques, code ou lois applicables en matière, notamment, d'éthique ou de conflits d'intérêts.

26.1 Divulcation

Les Parties doivent se divulguer sans retard les situations réelles ou éventuelles de conflit d'intérêt et respecter toutes les modalités dont elles conviendront, le cas échéant, pour régler cette situation.

27. COMPLÉMENTARITÉ

Les Parties doivent, à la demande écrite de l'autre partie, entreprendre toute action ou signer tous documents raisonnablement requis pour rendre pleinement exécutoires les dispositions de la présente entente.

28. DÉLAIS DE RIGUEUR

Les délais sont de rigueur en ce qui a trait à l'exécution des obligations prévues à la présente entente.

29. DIVISIBILITÉ : AUCUNE RENONCIATION

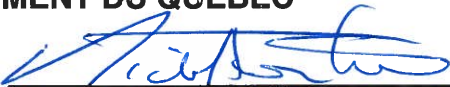
Si une disposition de la présente entente est jugée invalide, nulle ou non exécutoire pour quelque raison que ce soit, le reste des dispositions demeure en vigueur. La renonciation par une partie à invoquer la violation d'une disposition de la présente entente ne constitue pas une renonciation à invoquer une autre violation. Aucun retard ou défaut de l'une ou l'autre des Parties dans l'exercice de leurs droits et recours ne constitue une renonciation, sauf disposition contraire expressément prévue à la présente entente.

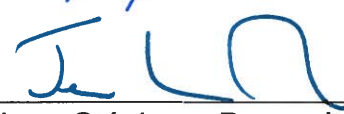
30. EXEMPLAIRES

La présente entente pourra être signée en plusieurs exemplaires par les Parties ou au moyen d'une signature originale, chacun des exemplaires étant réputé constituer un seul et même acte.


EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE EN TROIS (3) EXEMPLAIRES À LA DATE MENTIONNÉE.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Par : 
Nom : Michel Fontaine
Fonction : Sous-ministre de la Santé et des
Services sociaux
Date : 2018/03/28

Par : 
Nom : Jean-Stéphane Bernard
Fonction : Secrétaire général associé aux Relations
canadiennes
Date : 28 mars 18

INFOROUTE SANTÉ DU CANADA INC.

Par : 
Nom : Michèle Jemus
Fonction : Chef de la direction financière
Date : 23 mars 2018

Par : 
Nom : Pierre Champagne
Fonction : Directeur Exécutif, Gestion Corporative
et Financière
Date : 22/03/2018

ANNEXES

ANNEXE A
DESCRIPTION DU PROJET

1. CONTEXTE DU PROJET

Le plan stratégique du MSSS 2015-2020 s'appuie sur quelques principes constituant. Parmi ceux-ci on note le « Partenariat avec les usagers ».

« Les usagers veulent préserver leur autonomie, être engagés dans leur démarche de soins et de services, et être parties prenantes du système de santé et de services sociaux. Selon le MSSS, l'établissement d'un véritable partenariat entre les usagers et les différents acteurs du système peut conduire à de meilleurs résultats sur le plan de la santé, en plus de contribuer à l'amélioration de la qualité des soins et des services, à la sécurité des usagers et au contrôle des coûts liés aux soins de santé. »

La situation actuelle est marquée par une difficulté d'accès des usagers du système de santé et de services sociaux aux intervenants en santé qui sont la porte unique aux soins, aux services et à l'information de santé.

L'objectif d'offrir un système de santé centré sur les usagers se concrétise notamment par le partage d'information, la promotion d'une plus grande autonomie des usagers et par la mise en place de nouveaux canaux de communication plus rapides et plus efficaces.

Par ailleurs, les attentes citoyennes envers une plus grande efficacité et une plus grande efficacité du SSSS et des organismes gouvernementaux incitent à innover et concevoir de meilleurs services pour les citoyens.

La solution proposée soutient, à divers degrés, les trois orientations du MSSS, soit :

- Favoriser les saines habitudes de vie et la prévention des problèmes de santé;
- Offrir des services et des soins accessibles, intégrés et de qualité au bénéfice des usagers;
- Implanter une culture d'organisation innovante et efficace dans un contexte de changement.

2. OBJECTIFS DU PROJET

Le but du projet est la mise en place d'une solution québécoise (Carnet Santé) permettant aux usagers du réseau de la santé et des services sociaux d'accéder en tout temps à leurs renseignements de santé. La solution permettra aussi la messagerie sécuritaire entre les usagers et les cliniciens, par exemple pour les demandes des patients pour le renouvellement des ordonnances médicamenteuses.

Les objectifs principaux du projet sont :

Pour le patient	<ul style="list-style-type: none">• Accès à l'information de santé par le citoyen• Favoriser l'adoption de saines habitudes de vie afin de prévenir les maladies chroniques et de mieux les gérer.• Améliorer l'accès aux soins et aux services professionnels de première ligne
Pour le cliniciens en première ligne	<ul style="list-style-type: none">• Améliorer la communication avec le patient. Faciliter l'engagement des patients pour la prévention et l'autogestion des maladies chroniques.
Pour le réseau de santé	<ul style="list-style-type: none">• Améliorer la qualité de l'offre électronique de services;• Favoriser l'autonomie du citoyen face à l'État en mettant à sa disposition davantage de moyens pour répondre à ses besoins;• Innover par les technologies, au bénéfice des citoyens

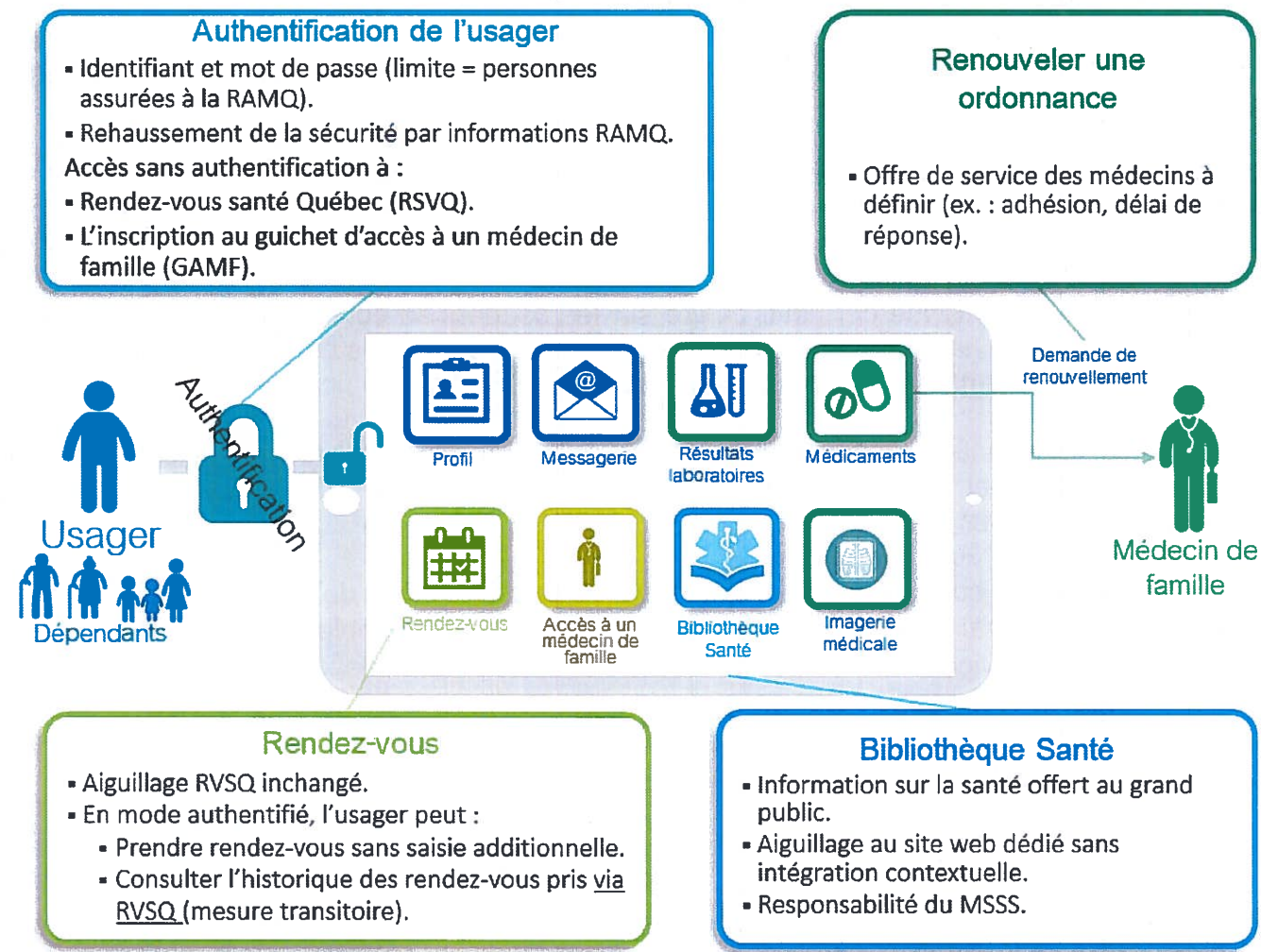
MB1

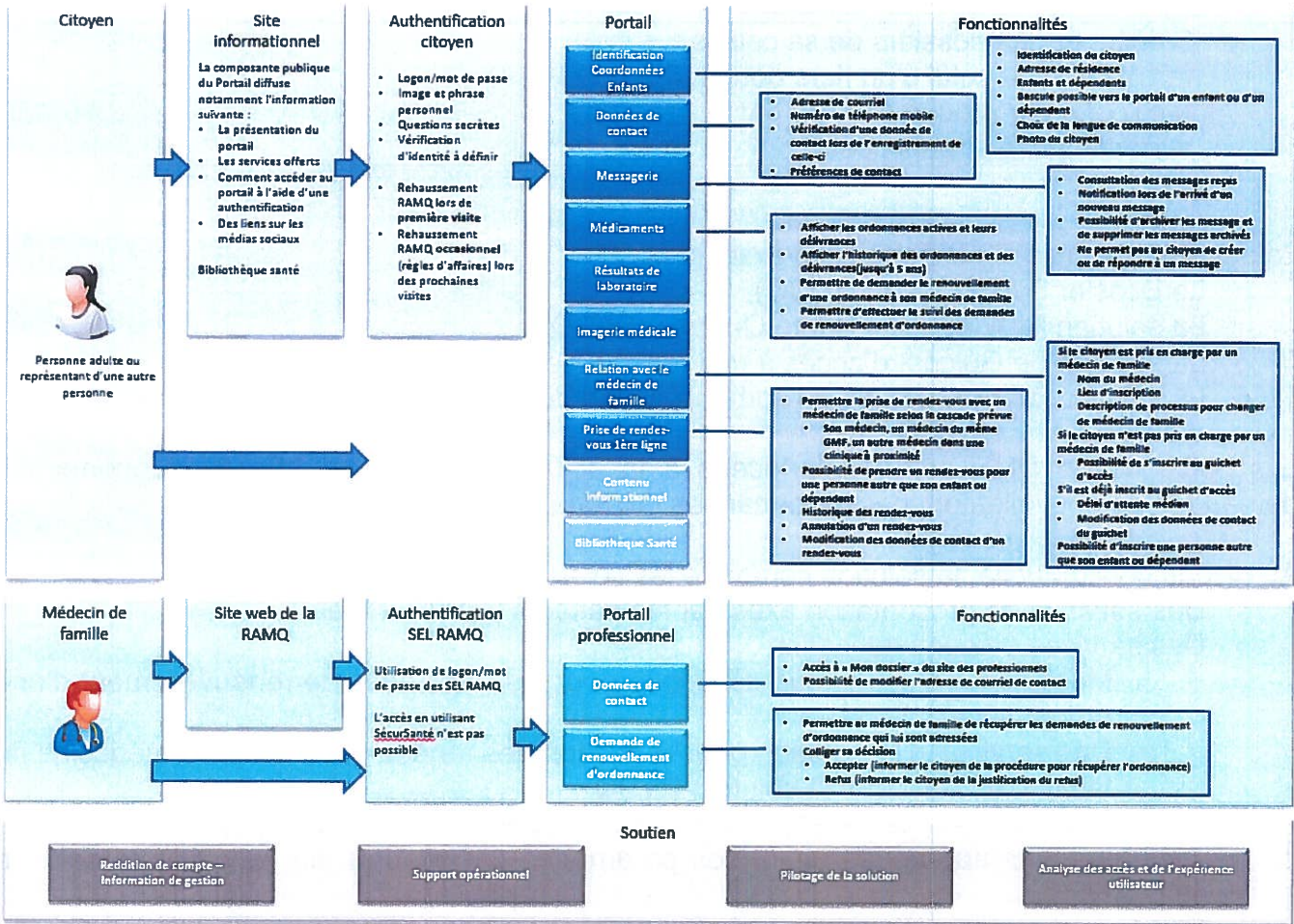
3. CLIENTÈLE VISÉE

À terme, le projet vise 7,9M d’usagers couverts par le régime public, excluant les jeunes enfants. Dans la période couverte par cette entente, jusqu’au 31 mars 2020, un minimum de 95,000 usagers sont ciblés.

4. PORTÉE DU PROJET

Les diagrammes suivants résument les principaux acteurs et fonctions de la solution.





Le tableau suivant résume la portée fonctionnelle du projet par utilisateur :

PATIENTS	CLINIENS
<p>La capacité de :</p> <p>Éducation</p> <ul style="list-style-type: none">○ Consulter la Bibliothèque Santé <p>Médicaments</p> <ul style="list-style-type: none">○ Demander le renouvellement d'une ordonnance.○ Consulter les médicaments prescrits et les médicaments vendus sans ordonnance. <p>Résultats de laboratoires</p> <ul style="list-style-type: none">○ Consulter ses résultats provenant de l'examen en laboratoire. <p>Résultats d'imagerie médicale</p> <ul style="list-style-type: none">○ Consulter les rapports (interprétations) concernant ses imageries médicales <p>Rendez-vous</p> <ul style="list-style-type: none">○ Consulter l'historique des rendez-vous médicaux obtenus par le service de RVSQ.○ Être notifié et planifier des rappels pour des rendez-vous. <p>Accès à un Médecin de famille</p> <ul style="list-style-type: none">○ Se désinscrire d'un médecin de famille.○ Obtenir le délai d'attente pour obtenir un médecin de famille. <p>Administrer son « compte »</p> <ul style="list-style-type: none">○ Gérer son identification, son mot de passe, ses coordonnées.	<p>La capacité de :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Répondre aux besoins du citoyen, l'intervenant de santé a besoin de :<ul style="list-style-type: none">○ Renouveler une ordonnance.○ Fournir ses décisions en regard aux demandes de renouvellement d'une ordonnance.

MS

<ul style="list-style-type: none">○ S'occuper des dossiers de sa cellule familiale et de celui d'un tiers dont il fait l'objet par procuration, ou par la curatelle privé et publique.	
--	--

La solution s'appuie sur les solutions existantes :

- Le Dossier Santé Québec (DSQ),
- La solution Rendez-vous Santé Québec (RVSQ),
- La solution de Guichet d'accès à un Médecin de Famille (GAMF),
- La solution clicSÉCUR, pour l'authentification des citoyens.

Les solutions de DMÉ seront interfacées à la solution québécoise afin de supporter les demandes de renouvellement des ordonnances provenant des patients.

Au niveau conceptuelle, la solution comporte les volets suivants :

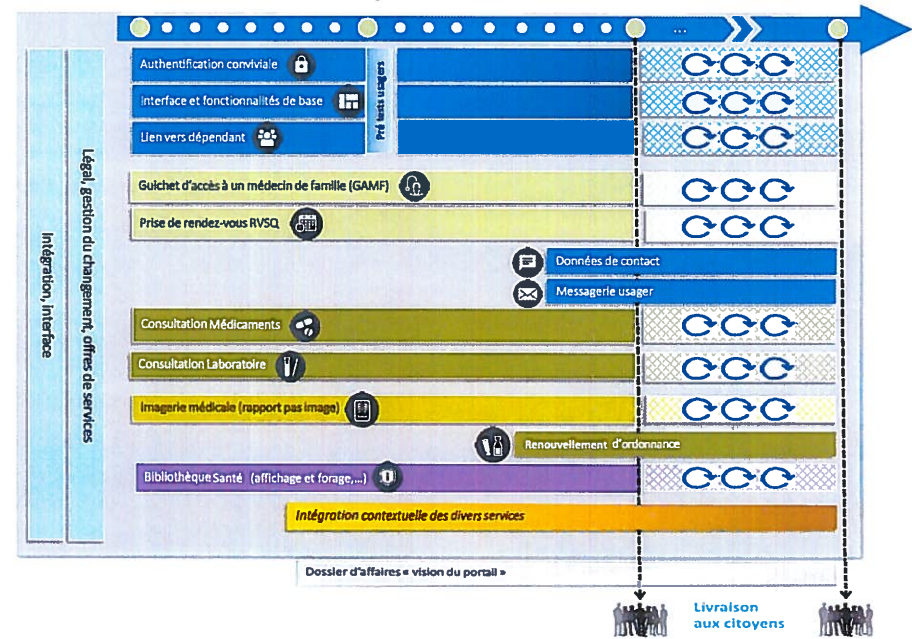
- Des services de présentation axés sur les patients (Portail Patient)
- Des services de communication :
 - Messagerie électronique sécurisée pour les demandes de renouvellement d'une ordonnance.
 - Des services d'intégration pour la gestion des rendez-vous avec les médecins de famille, en lien avec la solution RVSQ.
 - Transmission des alertes, notifications, confirmations et rappels par les moyens les plus appropriés (selon les paramètres utilisateurs), en lien avec la solution RVSQ.
- Des services communs pour :
 - L'intégration aux solutions cliniques (DMÉ ou autres).
 - La gestion de l'identité, intégration à clicSÉCUR.
 - La gestion de la sécurité.
 - La gestion et l'opération de la solution : Pilotage, paramétrage, contrôle opérationnel, monitoring applicatif.

La portée du projet comprendre les étapes suivantes :

- Préparation du dossier d'affaires détaillé
- Planification détaillée et architecture
- Déploiement technologique
- Déploiement aux usagers

5. ÉCHÉANCIER

Les diagrammes suivants résument l'échéancier du projet.



MB

Une première livraison technologique est prévue au printemps 2018 suivi par un premier déploiement aux usagers. Une 2eme livraison est prévue en mars 2019. Une période de 18 mois est prévue pour l'adoption des usagers.

Activité	2017												2018												2019															
	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12								
Gestion de projet																																								
Livraison 1																																								
Travaux d'architecture détaillée																																								
Infrastructure technologique - Mise en place des environnements																																								
Développement des fonctions du Carnet																																								
Essais : fonctionnels, intégration et acceptation																																								
Mise en production et implantation																																								
Livraison 2																																								
Travaux d'architecture détaillée																																								
Infrastructure technologique - Mise en place des environnements																																								
Développement des fonctions du Carnet																																								
Essais : fonctionnels, intégration et acceptation																																								
Mise en production et implantation																																								
Gestion du changement																																								
Stratégies et plans de déploiement, de communication et de formation																																								
Réalisation des plans de communication et de formation																																								
Communication, promotion et soutien aux utilisateurs																																								

6. BUDGET

Le budget maximal des dépenses admissibles par Inforoute est de 7 333 333 \$ ce qui représente un montant remboursable maximal de 5 500 000 \$ (75% du total).

Ventilation préliminaire par catégorie de coût du budget maximal des dépenses admissibles :

Livraison 1	
Architecture détaillée/préparation de la Livraison 1	
Développement de la solution	2,713,353 \$
Gestion du changement	274,868 \$
Gestion de projet	549,574 \$
Infrastructure technologique	339,164 \$
Liv 1	3,876,959 \$
Livraison 2	
Architecture détaillée/préparation de la Livraison 2	
Développement de la solution	2,505,339 \$
Gestion du changement	288,343 \$
Gestion de projet	498,856 \$
Infrastructure technologique	163,836 \$
Liv 2	3,456,374 \$
Total	7,333,333 \$

7. MÉCANISMES DE SUIVI DE PROJET

Des rencontres systémiques pour le partage d'information seront organisées aux fins de la révision et de l'approbation des produits et des jalons de remboursement décrits aux annexes B et C. Il est à noter que les progrès du projet sont évalués non seulement relativement à la gestion, mais aussi relativement à l'architecture, au déploiement ainsi qu'à l'adoption.

Dès le déploiement et la première utilisation de la solution, les rapports systémiques suivants seront produits et partagés avec Inforoute :

1. Rapports mensuels de suivi de l'utilisation :

Résultats au cours du mois ainsi que le nombre cumulatif.

- Rapport patient
 - Nombre de patients distincts ayant utilisé la solution.
 - Nombre d'accès par domaine (consultation), par exemple : médicaments, bibliothèque, etc.
 - Nombre d'accès (alimentation), par exemple : profil.

Dès que la fonctionnalité pour le renouvellement d'ordonnances sera disponible :

- Nombre de demandes de transmises aux cliniciens.
 - Nombre de réponses reçues des cliniciens.
- Rapport clinicien
 - Dès que la fonctionnalité pour le renouvellement d'ordonnances sera disponible :
 - Nombre de cliniciens distincts ayant reçu des demandes.
 - Nombre de cliniciens distincts ayant répondu aux demandes

ANNEXE B
ÉCHÉANCIER DE REMBOURSEMENT

						Montant remboursable par année financière ⁽¹⁾ (à la fin de l'année financière)				
Date	Phase	Jalon	Produits	Dépenses admissibles	% remboursable	Remboursement Inforoute	31 mars, 2018	31 mars, 2019	31 mars, 2020	
DÉPLOIEMENT				3,666,666 \$		2,750,000 \$	1,991,215 \$	758,785 \$	- \$	
2018-03-31			Signature de l'entente légale			1,100,000 \$	1,100,000 \$			
2018-03-31	Planification	J-01	Produit P01 - Planification détaillée	146,667 \$	45%	65,999 \$	65,999 \$			
2018-03-31	Déploiement et mise en opération de la solution	J-02	Produit P02 - Architecture détaillée (Liv 1)	256,667 \$	45%	115,500 \$	115,500 \$			
2018-03-31		J-03	P05-1 Déploiement de la solution Volet #1	394,286 \$	45%	177,429 \$	177,429 \$			
2018-03-31		J-04	P05-2 Déploiement de la solution Volet #2	394,286 \$	45%	177,429 \$	177,429 \$			
2018-03-31		J-05	P05-3 Déploiement de la solution Volet #3	394,286 \$	45%	177,429 \$	177,429 \$			
2018-03-31		J-06	P05-4 Déploiement de la solution Volet #4	394,286 \$	45%	177,429 \$	177,429 \$			
2018-12-31		J-07	P02 - Architecture détaillée (Liv 2) P03 - Spécifications d'intégration pour les solutions de DME	100,000 \$	45%	44,999 \$		44,999 \$		
2018-09-30		J-08	P04 Évaluation de facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) P06 Certification Inforoute – Portail Patient	403,333 \$	45%	181,499 \$		181,499 \$		
2018-09-30		J-09	P05-5 Déploiement de la solution Volet #5	394,286 \$	45%	177,429 \$		177,429 \$		
2018-12-31		J-10	P05-6 Déploiement de la solution Volet #6	394,286 \$	45%	177,429 \$		177,429 \$		
2019-03-31		J-11	P05-7 Déploiement de la solution Volet #7	394,286 \$	45%	177,429 \$		177,429 \$		
ADOPTION				3,666,667 \$		2,750,000 \$	- \$	1,045,000 \$	1,705,000 \$	
2018-06-30	Gestion du changement	J-12	P07 Stratégie de la gestion du changement	146,667 \$	75%	110,000 \$		110,000 \$		
2018-06-30		J-13	P08 Plan de déploiement et de communication	146,667 \$	75%	110,000 \$		110,000 \$		
2018-09-30	Adoption	J-14	P09-1 Atteinte de la cible 2,500 usagers	366,667 \$	75%	275,000 \$		275,000 \$		
2018-12-31		J-15	P09-2 Atteinte de la cible 5,000 usagers	366,667 \$	75%	275,000 \$		275,000 \$		
2019-03-31		J-16	P09-3 Atteinte de la cible 8,000 usagers	366,667 \$	75%	275,000 \$		275,000 \$		
2019-06-30		J-17	P09-4 Atteinte de la cible 15,000 usagers	440,000 \$	75%	330,000 \$			330,000 \$	
2019-09-30		J-18	P09-5 Atteinte de la cible 30,000 usagers	440,000 \$	75%	330,000 \$			330,000 \$	
2019-12-31		J-19	P09-6 Atteinte de la cible 60,000 usagers	366,667 \$	75%	275,000 \$			275,000 \$	
2020-03-31		J-20	P09-7 Atteinte de la cible 95,000 usagers	293,333 \$	75%	220,000 \$			220,000 \$	
2018-09-30		J-21	P10-1 Évaluation des bénéfices période#1	183,333 \$	75%	137,500 \$			137,500 \$	
2019-03-31		J-22	P10-2 Évaluation des bénéfices période#2	183,333 \$	75%	137,500 \$			137,500 \$	
2019-09-30		J-23	P10-3 Évaluation des bénéfices période#3	183,333 \$	75%	137,500 \$			137,500 \$	
2020-03-31		J-24	P10-4 Évaluation des bénéfices période#4	183,333 \$	75%	137,500 \$			137,500 \$	
Total ⁽²⁾				7,333,333 \$		5,500,000 \$	1,991,215 \$	1,803,785 \$	1,705,000 \$	
Reimbursement Maximal Inforoute						5,500,000 \$				

1. Les montants ci-dessus comprennent les taxes de vente non remboursables.
2. Le montant maximal payable au partenaire pour chaque exercice financier est le montant établi pour chaque exercice dans le tableau ci-dessus, jusqu'à concurrence du montant total maximal remboursable par Inforoute (\$), auquel s'ajoutent les taxes de vente applicables. Tout montant non réclamé pour un exercice donné ne sera pas remboursé par Inforoute. Toutefois, les substitutions de livrables entre exercices sont acceptables tant que les montants maximaux établis ci-dessus pour chaque exercice ne sont pas dépassés.
3. Nonobstant ce qui précède, Inforoute peut à sa discrétion et exceptionnellement approuver des augmentations ou des diminutions des montants par exercice financier conformément au processus de contrôle des changements convenu par les parties.
4. Tous les jalons doivent être atteints au plus tard le 31 mars 2020, sous réserve de l'article 5 de la présente entente.
5. Le taux maximal pour les frais admissibles pour les consultants/entrepreneurs de services est de 1300\$ (canadiens), sauf accord spécifique par écrit par les parties.
6. Les parties conviennent qu'au moment de la passation de la présente entente, les paiements seront établis d'après les jalons décrits à l'Annexe B et qu'au moins 50 % du montant des paiements seront liés aux jalons d'adoption. Les concepts de financement par étapes et d'adoption s'appliquent aux paiements susmentionnés.

MB

ANNEXE C

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Le projet produira les biens livrables suivants :

Produit P01 : Planification détaillée

Ce produit a comme objectif principal de compléter la planification globale, le manuel d'organisation du projet et les outils de gestion de risque pour le déploiement de la solution et portera sur :

- L'état d'avancement des travaux (planification, architecture/conception, construction, mise en production, déploiement, gestion du changement, adoption clinique, etc.).
- La gestion des risques et enjeux.
- Le suivi des indicateurs du progrès.
- Le suivi budgétaire et la reddition de comptes.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera confirmée par les biens livrables suivants :

1. Manuel d'organisation de projet

- Le manuel d'organisation de projet guide la réalisation et le contrôle d'exécution du projet. On y trouve notamment la définition du projet (contexte, objectifs, portée, hypothèses, dépendances, etc.), l'approche de réalisation, l'approche de gestion de projet et la structure organisationnelle du projet. Les plans de gestion de la qualité et de gestion des communications y sont aussi présentés.

2. Planification détaillée

- Plan de projet sur la base du diagramme de Gantt qui traite de la portée et de l'approche de livraison de la solution. La structure de répartition du travail est complète et les activités à un niveau suffisamment granulaire pour présenter les étapes clés, les hypothèses, les dépendances, les ressources / rôles, les livrables et les jalons.
- Les estimations des coûts et les hypothèses d'estimation pour toutes les catégories de coûts - les coûts de licence pour les modules des produits commerciaux, le matériel et le logiciel, les interfaces, l'intégration, l'effort humain / de ressources (externe / fournisseur / interne) et les hypothèses de taux, les autres indicateurs de dimension applicables avec l'approche de livraison de la solution (\$ / examen, \$ / site, \$ / poste, autre), la gestion de projet, la gestion du changement et les tests.
- Plan des ressources - tous les rôles de projets identifiés, tous les rôles clés incluent des ressources désignées.

3. Plan de gestion des risques et registre des risques

Le plan de gestion des risques comporte un registre des risques qui contient minimalement les éléments suivants :

- L'identification et l'analyse (probabilité, conséquences potentielles) des risques liés à la portée, au calendrier, au budget, aux ressources, à la solution, aux normes, à la confidentialité et à la sécurité ainsi qu'à l'appropriation par les utilisateurs de la solution à mettre en place.
- Plan d'atténuation ou de réduction pour chacun des risques importants pour le projet.

Produit P02 : Architecture détaillée

Ce produit a comme objectif principal de compléter la définition des exigences et de l'architecture de la solution, en fonction des exigences, incluant les modifications aux composantes existantes, conforme à la portée décrite à l'annexe A.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Exigences détaillées

- Exigences fonctionnelles.

- Exigences non fonctionnelles.
- Exigences d'intégration.
- Autres exigences.

2. Architecture détaillée de la solution

Description détaillée de l'architecture finale de la solution.

- Architecture fonctionnelle
 - Description des services et fonctions.
 - Éléments de l'interface utilisateur (écrans, rapports, autres).
 - Comportement dynamique de la solution (flux des données, règles de traitement).
- Architecture logicielle
 - Description des services et composantes et/ou sous-systèmes de la solution commerciale retenue, ainsi des composantes et/ou sous-systèmes d'interfaçage ou autres modules logiciels complémentaires.
- Architecture d'information
 - Modèle logique de données, description des facettes et attributs des données.
- Architecture d'intégration de la solution
 - Principes directeurs et description de la stratégie d'intégration (intégration par messages, en contexte, etc.)
 - Description des composants logiciels et des services d'intégration.
 - Normes et contraintes applicables (messages, terminologie, documents CDA, etc.).
- Architecture de l'infrastructure technologique
 - Configuration matérielle, logicielle et télécommunications de la solution (infrastructure partagée et postes de travail).
 - Volumétrie des données.
 - Exigences par rapport au niveau de service (performance, disponibilité, tolérance aux pannes, continuité des opérations, etc.).
- Architecture de sécurité
 - Mécanismes de sécurité et de protection des renseignements personnels.
 - Mécanismes de contrôle d'accès, prévention et monitoring contre les risques et menaces d'intégrité.
 - Mécanismes de journalisation et d'exploitation des journaux.
 - NOTE : ce volet peut être documenté séparément ou dans le livrable d'EFVP.

À titre d'exemple, voici une liste partielle des documents basés sur la méthodologie Macroscope qui sont acceptables (l'utilisation de la méthodologie Macroscope n'est pas une exigence, d'autres formalismes de documentation sont aussi acceptables) :

Livrable	Description
P140S	Portée/exigences
P200/P251	Analyse fonctionnelle/processus
P200A/P490A	Cadre de conception/d'architecture
P487S/ P490A	Spécifications détaillées fonctionnelles, d'intégration ou autres
P370S	Infrastructure technologique
P219S	Architecture logicielle
P150O	Architecture des données
P310S	Architecture de sécurité

Produit P03 : Spécifications d'intégration pour les solutions de DMÉ

Ce produit a comme objectif principal de compléter la définition des spécifications d'intégration en fonction des exigences, incluant les modifications aux composantes existantes, aux fins de supporter :

- La réception électronique de demandes de renouvellement des ordonnances.
- La soumission électronique de réponses aux patients.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Guide d'intégration pour les fournisseurs des solutions de DMÉ

- Modèles d'intégration et exigences.
- Spécification des messages ou autres mécanismes d'intégration : si applicable, des exemples ou des API pour faciliter et accélérer l'intégration des solutions.
- Spécifications sur la normalisation et codification des données et métadonnées (si applicable).
- Méthodologie et processus pour l'assurance qualité et l'acceptation de l'intégration des solutions.
- Cas d'essais et critères d'acceptation.

2. Certificat signé par le directeur de projet

- Confirmation que les spécifications d'intégration pour les solutions de DMÉ sont complétées et communiquée aux fournisseurs des solutions.
- Liste de fournisseurs participants.

Produit P04 : Évaluation de facteurs relatifs à la vie privée (EFVP)

L'objectif principal de ce produit est de documenter une analyse d'impact sur la sécurité et la protection des renseignements personnels et de la vie privée.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Rapport d'évaluation des facteurs relatif à la vie privée (EFVP)

- Ce livrable devrait comprendre les volets suivants :
 1. Analyse par rapport aux exigences légales concernant la protection des renseignements personnels (PRP) et le partage d'information clinique. Cette analyse a pour but d'identifier les exigences par rapport à la PRP découlant du cadre légal. Il devrait comprendre un tableau résumant les exigences découlant de chaque règlement applicable.
 2. Analyse des processus et mécanismes en place afin de respecter les 10 principes de PRP ainsi que les exigences identifiées dans le point #1. Cette analyse a pour but d'identifier et décrire les politiques, rôles et responsabilités, processus et autres mesures en place pour assurer le respect des principes de PRP. Il devrait aussi identifier des carences, faiblesses ou points à améliorer si applicables. Un tableau résumant les informations pertinentes par principe est suggéré.
 3. Analyse de flux des données et des mécanismes/capacités de la solution pour assurer la sécurité et la protection des données démographiques ainsi que des informations cliniques privilégiées (antécédents, résultats, diagnostics, etc.). Cette analyse a pour but d'identifier et décrire les mécanismes technologiques et applicatifs pour assurer la sécurité de l'information. Il devrait aussi identifier des carences, faiblesses ou points à améliorer si applicables. Il devrait comprendre un tableau résumant les informations pertinentes par flux avec les diagrammes de flux correspondants est.
 4. Analyse des risques et de menaces à la sécurité et à la PRP, et recommandations pour leur mitigation. Cette analyse a pour but de synthétiser l'ensemble des risques, menaces et/ou carences de plus haute priorité avec un plan de mitigation à court et moyen terme. Il devrait comprendre un tableau résumant les risques principaux et le plan de mitigation associé.

Les normes prescrivent déjà au QUÉBEC la nature et le format d'une analyse d'impact en matière de sécurité et de protection de la vie privée. La description détaillée de ce produit est présentée à l'Annexe E de cette entente.

Produit P05 : Déploiement et mise en opération de la solution

L'objectif principal de ce produit et le déploiement de la solution et la mise en opération en mode de production, aux fins de l'utilisation par les usagers, conforme à la portée décrite à l'annexe A et aux produits P01, P02 et si applicable P03.

Définition des défauts :

- Sévérité 1 : Défaut majeur de performance, de fonctionnalité, de stabilité ou d'utilisation nuisant au fonctionnement du système dans son ensemble ou d'une partie significative de celui-ci. Des besoins d'affaires importants ne sont pas respectés et il n'existe aucune façon de contourner le défaut.
- Sévérité 2 : Défaut important de performance, de fonctionnalité, de stabilité ou d'utilisation nuisant au fonctionnement d'une partie du système. Certains besoins d'affaires ne sont pas respectés et il n'existe pas de moyen simple de contourner le défaut.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Certificat signé par le directeur de projet

- Confirmation que :
 - La solution est conforme à l'architecture détaillée approuvée par Inforoute (produit P02).
 - Les essais intégrés sont complétés et la solution est prête pour déploiement aux usagers (aucun défaut de sévérités 1 ou 2).
 - Les critères de performance et de qualité sont respectés.

2. Assurance qualité de la solution

- Documentation de la stratégie d'essais, les cas et les résultats des essais pour la mise en opération de la solution.

À titre d'exemple, voici une liste partielle des documents basés sur la méthodologie Macroscope qui sont acceptables (l'utilisation de la méthodologie Macroscope n'est pas une exigence, d'autres formalismes de documentation sont aussi acceptables) :

Livrable	Description
P405S	Stratégie de réalisation et d'essais
P750S	Cas d'essais intégrés
P770S	Résultat d'essais intégrés

ID	Produit	Description
P05-1 à P05-7	Déploiement et MEO de la solution	<p>Déploiement par volet :</p> <p>Les essais intégrés sont complétés et la solution est prête pour déploiement aux citoyens. Le produit est subdivisé en 7 volets en fonction des fonctions principales offertes aux citoyens :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Accès aux médicaments2. Accès aux résultats de laboratoire3. Accès aux résultat d'imagerie4. Accès au GAMF5. Accès au RVSQ6. Gérer son compte (gérer son identification, son mot de passe, ses coordonnées, données de contact, s'occuper des dossiers de sa cellule familiale).7. Accès aux demandes de renouvellement des ordonnances <p>La séquence de déploiement est à la discrétion du projet, la liste ci-haut n'implique pas une séquence prédéterminée.</p> <p>P05-1 – Déploiement en production du volet #1 (1 sur 7) P05-2 – Déploiement en production du volet #2 (2 sur 7) P05-3 – Déploiement en production du volet #3 (3 sur 7) P05-4 – Déploiement en production du volet #4 (4 sur 7) P05-5 – Déploiement en production du volet #5 (5 sur 7) P05-6 – Déploiement en production du volet #6 (6 sur 7) P05-7 – Déploiement en production du volet #7 (7 sur 7)</p>

481

Produit P06 : Certification

L'objectif principal de ce produit est l'atteinte de la certification par le service de certification d'Inforoute.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Bilan de certification
 - Certification complétée et reconnue par Inforoute
2. Certificat signé par le directeur de projet
 - Confirmation de l'atteinte par le service de certification d'Inforoute.

Produit P07 : Stratégie de la gestion du changement

L'objectif principal de ce produit est de compléter la stratégie et la méthode qui sera utilisée pour gérer le changement dans le cadre de la mise en œuvre de la solution.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Stratégie de gestion du changement
 - Identification de la clientèle.
 - Description de l'approche.
 - Description de la stratégie relative au suivi de l'utilisation et de l'adoption (préparation, indicateurs de suivi, réaction).
 - Échéancier global.

Produit P08 : Plan de déploiement et de communication

L'objectif principal de ce produit est de compléter le plan de déploiement et de communication dans le cadre de la mise en œuvre de la solution, en lien à la stratégie définie dans le produit P07.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Plan de déploiement et de formation
 - Identification des intervenants ciblés et de leurs besoins.
 - Description des activités et des mécanismes de déploiement et de formation prévus.
 - Description des processus d'affaires ciblés, identification des écarts avec la situation visée ainsi que des impacts sur les différents groupes d'utilisateurs.
 - Description des principales activités prévues.
 - Soutien aux utilisateurs en période de transition.
 - Plan et échéancier détaillé.
2. Plan de communication
 - Description de l'approche.
 - Description des activités et des mécanismes de communication prévus.
 - Plan et échéancier détaillé.
3. Évaluation des bénéfices

En relation au produit P10

 - Définition des critères d'évaluation et de sondage.
 - Définition de l'approche : coordination et partage d'information

Produit P09 : Adoption

L'objectif principal de ce produit est de constater l'atteinte des cibles d'utilisation :

- nombre cumulatif de citoyens enregistrés ayant accédé à la solution.

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Certificat signé par le directeur de projet
 - Confirmation de l'atteinte de la cible.
2. Bilan d'atteinte d'adoption
 - Rapport de l'utilisation détaillant :
 - Nombre cumulatif de citoyens enregistrés ayant utilisé la solution.
 - Nombre cumulatif d'accès par volet :
 1. Accès aux médicaments
 2. Accès aux résultats de laboratoire
 3. Accès aux résultat d'imagerie
 4. Accès au GAMF
 5. Accès au RVSQ
 6. Gérer son compte (gérer son identification, son mot de passe, ses coordonnées, données de contact, s'occuper des dossiers de sa cellule familiale).
 7. Accès aux demandes de renouvellement des ordonnances
 - Patients
 - Nombre cumulatif de demandes de transmises aux cliniciens.
 - Nombre cumulatif de réponses reçues des cliniciens.
 - Cliniciens
 - Nombre cumulatif de cliniciens distincts ayant reçu des demandes.
 - Nombre cumulatif de cliniciens distincts ayant répondu aux demandes

Produit	Description
P09-1 Atteinte de la cible #1 (2,500)	Atteinte de la cible de 2,500 citoyens enregistrés ayant accédé à la solution.
P09-2 Atteinte de la cible #2 (5,000)	Atteinte de la cible de 5,000 citoyens enregistrés ayant accédé à la solution.
P09-3 Atteinte de la cible #3 (8,000)	Atteinte de la cible de 8,000 citoyens enregistrés ayant accédé à la solution.
P09-4 Atteinte de la cible #4 (15,000)	Atteinte de la cible de 15,000 citoyens enregistrés ayant accédé à la solution.
P09-5 Atteinte de la cible #5 (30,000)	Atteinte de la cible de 30,000 citoyens enregistrés ayant accédé à la solution.
P09-6 Atteinte de la cible #6 (60,000)	Atteinte de la cible de 60,000 citoyens enregistrés ayant accédé à la solution.
P09-7 Atteinte de la cible #7 (95,000)	Atteinte de la cible de 95,000 citoyens enregistrés ayant accédé à la solution.

Produit P10 : Évaluation des bénéfices

En lien avec le plan stratégique de la RAMQ, l'objectif du produit est l'évaluation des bénéfices associés à l'utilisation de la solution par les citoyens, basé sur une approche d'évaluation continue, en lien avec le plan de déploiement dans la portée de cette entente (livraison 1 et livraison 2).

La démonstration de l'atteinte de l'objectif sera appuyée par les biens livrables suivants :

1. Résultats compilés et bilan de la période :
Activités d'évaluation et résultats compilés, selon les critères et l'approche définis dans le produit P-08.

Produit	Description
P10-1 Évaluation des bénéfices	Résultats et bilan de la période #1 (Livraison 1)
P10-2 Évaluation des bénéfices	Résultats et bilan de la période #2 (Livraison 1)
P10-3 Évaluation des bénéfices	Résultats et bilan de la période #3 (Livraison 2)
P10-4 Évaluation des bénéfices	Résultats et bilan de la période #4 (Livraison 2)

ANNEXE D

FORMULAIRE D'AVIS

Représentants du projet

Pour le gouvernement du Québec

Nom : Dave Roussy
Adresse : 555, boulevard Wilfrid-Hamel,
1er étage
Québec (Québec)
G1M 3X7
Téléphone : 418 529-4898 p. 402
Cellulaire :
Courrier électronique :
dave.roussy@ssss.gouv.qc.ca

Pour Inforoute Santé du Canada

Nom : Myriam Brel
Adresse : 1000, rue Sherbrooke Ouest
Bureau 1200
Montréal (Québec)
H3A 3G4
Téléphone : (514) 397-7999 p.7939
Cellulaire : (514) 298-0712
Courrier électronique :
mbrel@infoway-inforoute.ca

Remise des avis

Pour le gouvernement du Québec

Nom : Dave Roussy
Adresse : 555, boulevard Wilfrid-Hamel,
1er étage
Québec (Québec)
G1M 3X7
Téléphone : 418 529-4898 p. 402
Cellulaire :
Courrier électronique :
dave.roussy@ssss.gouv.qc.ca

Pour Inforoute Santé du Canada

Nom : Myriam Brel
Adresse : 1000, rue Sherbrooke Ouest
Bureau 1200
Montréal (Québec)
H3A 3G4
Téléphone : (514) 397-7999 p. 7939
Cellulaire : (514) 298-0712
Courrier électronique :
mbrel@infoway-inforoute.ca

ANNEXE E

ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

La présente annexe présente la table des matières ainsi que la méthodologie applicable quant à l'évaluation des facteurs relatifs à la protection de la vie privée devant être produite conformément à la présente entente.

Dans un premier temps, une analyse d'impact en matière de sécurité et de protection de la vie privée doit être réalisée. Des normes prescrivent déjà au QUÉBEC la nature et le format d'une telle analyse. Cette analyse doit permettre, notamment :

- ✓ l'analyse du cadre légal propre au projet et à sa solution;
- ✓ l'identification des besoins en protection de la vie privée qui découlent de ce cadre légal;
- ✓ l'identification des impacts de ces besoins sur le projet;
- ✓ la définition des critères et fonctions nécessaires pour supporter ces besoins en protection de la vie privée.

L'évaluation des facteurs relatifs à la protection de la vie privée doit aborder et analyser les sujets suivants et faire part de la planification et de la réalisation des tâches se rapportant à chacun de ces sujets :

1. Sommaire exécutif

- ✓ introduction et portée du document;
- ✓ sommaire des principaux enjeux et besoins propres à la sécurité et protection de la vie privée dans le cadre du projet;
- ✓ survol des principaux risques résiduels et approches et/ou solutions de contingence face à ces risques.
- ✓

2. Information de base

- ✓ description de la solution courante et des changements inhérents à cette solution;
- ✓ raison d'être et objectifs de l'initiative;
- ✓ description de l'information traitée;
- ✓ description et analyse des risques associés à l'information personnelle colligée, utilisée, accessible et/ou publiée incluant sa nature et sa sensibilité;
- ✓ description et analyse des relations et flux d'information personnelle dans le cadre du projet.
- ✓

3. Collecte de l'information personnelle

- ✓ décrit les mécanismes de collection de l'information personnelle incluant l'autorisation de la collection et la notification de la collection;
- ✓ description des besoins et mécanismes associés à l'obtention et à la gestion du consentement des patients (aspects administratifs et technologiques).
- ✓

4. Utilisation de l'information personnelle

- ✓ description de l'utilisation des éléments d'information personnelle en santé (« IPS ») dans le cadre de la solution proposée;
- ✓ description des besoins et mécanismes associés à l'obtention et à la gestion du consentement des usagers face à l'utilisation (aspects administratifs et technologiques);
- ✓ description des mécanismes utilisés pour assurer que l'IPS n'est utilisée que pour les raisons pour lesquelles elle a été obtenue et/ou compilée.
- ✓

5. Publication de l'information personnelle

- ✓ description de la fréquence et des moyens par lesquels l'IPS est publiée soit de façon systématique ou dans le cadre d'échanges répétitifs, ou pour la recherche, ou pour des besoins reliés au monde de la statistique ou pour l'archivage;
- ✓ description des mécanismes utilisés pour assurer que l'IPS sous le contrôle ou la propriété des autorités responsables de la solution n'est publiée qu'en vertu du respect des lois, règlements et politiques applicables;
- ✓ description des besoins et mécanismes associés à l'obtention et à la gestion du consentement des patients face à la publication (aspects administratifs et technologiques).

✓

6. Rétention de l'information personnelle

- ✓ description des approches et politiques approuvées en ce qui a trait à la rétention et à la disposition de l'information;
- ✓ description des mécanismes administratifs et technologiques utilisés pour rencontrer les politiques de rétention de l'information.

✓

7. Information de contact

- ✓ Inclure le nom, titre, numéro de téléphone et adresse de courriel de la personne-ressource qualifiée afin de répondre aux questions ou enjeux liés à la sécurité et à la protection de la vie privée.

ANNEXE F

CERTIFICAT DE REPRÉSENTATION ET DE CONFORMITÉ

Nous, sous-ministre associée aux technologies de l'information, responsable du Dossier de santé du Québec, et directeur des services financiers et d'affaires, dirigeants dûment autorisés du Gouvernement du Québec, appelé « QUÉBEC », confirmons et garantissons que toutes les exigences applicables en vertu de l'accord relatif à un projet conclu entre le QUÉBEC et INFOROUTE (le [INSCRIRE LA DATE] ou prenant effet le [INSCRIRE LA DATE]) en ce qui a trait aux produits ou aux services décrits dans l'énoncé des travaux ont été observées, et que tous les frais apparaissant sur la facture ci-jointe sont des frais admissibles, tels que défini aux présentes, ayant été supportés et payés par le QUÉBEC.

Le gouvernement du Québec

Richard Audet, sous-ministre associé aux technologies de l'information et responsable du dossier santé Québec (DSQ), ministère de la Santé et des Services sociaux

Date :

Nom :

Directeur des services financiers et administratifs

Date :

ANNEXE G

FORMULAIRE DE FACTURATION

(À imprimer sur du papier entête du Québec)
[INDIQUER LA DATE ICI]

Destinataire : Inforoute Santé du Canada inc.
1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1200
Montréal (Québec), H3A 3G4

À l'attention de : Comptes fournisseurs
et envoyé à l'attention de M. ou Mme. à l'adresse suivante : (pas de case postale)

De : Le gouvernement du Québec (le « **QUÉBEC** »)

Objet : Accord relatif à un projet entre INFOROUTE. et le **QUÉBEC** en date du •
(l'« accord ») portant le numéro de référence :

Paiement fait suite à la signature de l'entente ou remboursement des frais admissibles encourus pour la période commençant le [insérer date] jusqu'à et incluant [insérer date].

A) DESCRIPTION DU PRODUIT OU DU SERVICE (UTILISER L'IDENTIFICATEUR MENTIONNÉ DANS L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX OU RÉFÉRENCE À LA SIGNATURE DE L'ENTENTE)	
•	
B) MONTANT RÉEL DES FRAIS ADMISSIBLES ENGAGÉS EN CE QUI A TRAIT AU PRODUIT OU AU SERVICE OU PAIEMENT À ÊTRE REÇU APRÈS LA SIGNATURE DE L'ENTENTE	• \$
C) MONTANT MAXIMAL POTENTIEL RECOUVRABLE PAR LE QUÉBEC EN CE QUI A TRAIT AU PRODUIT OU AU SERVICE (CONSULTER LE FORMULAIRE D'ÉCHÉANCIER DE REMBOURSEMENT DE L'ANNEXE B)	• \$
D) TAUX DE REMBOURSEMENT MAXIMAL D'INFOROUTE (CONSULTER LE FORMULAIRE D'ÉCHÉANCIER DE REMBOURSEMENT DE L'ANNEXE B)	• %
E) REMBOURSEMENT MAXIMAL D'INFOROUTE EN TERMES ABSOLUS	• \$
F) REMBOURSEMENT MAXIMAL RÉEL RECOUVRABLE PAR LE QUÉBEC POUR LE PRODUIT OU LE SERVICE PERTINENT (CONTRIBUTION PRÉVUE PAR RENVOI AUX FRAIS ADMISSIBLES)	• \$
G) ÉCART ENTRE E) ET F) (CE MONTANT PEUT ÊTRE POSITIF OU NÉGATIF)	• \$
H) AFFECTATION D'UN RELEVÉ DE FACTURATION ANTÉRIEUR (SI LE QUÉBEC A RECOUVRÉ MOINS QUE LE MONTANT MAXIMAL RECOUVRABLE DANS UN RELEVÉ DE FACTURATION ANTÉRIEUR ET QUE CE MONTANT N'A PAS ÉTÉ REMBOURSÉ ANTÉRIEUREMENT AU QUÉBEC)	• \$
I) AFFECTATION À UNE RÉCLAMATION SUBSÉQUENTE (SI LE MONTANT RECOUVRÉ PAR LE QUÉBEC DANS LE CADRE DE CE RELEVÉ DE FACTURATION EST INFÉRIEUR AU MONTANT RÉEL DU PRODUIT OU DU SERVICE)	• \$
J) TOTAL DES FRAIS ADMISSIBLES REMBOURSABLES AU QUÉBEC EN CE QUI A TRAIT AU PRÉSENT PRODUIT OU SERVICE	• \$
K) TOTAL DES TAXES DE VENTE NON RECOUVRABLES INCLUSES DANS LES FRAIS ADMISSIBLES AU PARAGRAPHE J) CI-DESSUS	• \$
L) MONTANT TOTAL À PAYER PAR INFOROUTE (J+H-I))	• \$

NOTE :

MSL

LES MODALITÉS DE PAIEMENT DE LA PRÉSENTE FACTURE SONT PRÉVUES AU CONTRAT. TOUS LES TERMES UTILISÉS DANS LA PRÉSENTE FACTURE QUI NE SONT PAS DÉFINIS AUX PRÉSENTES ONT LE SENS QUI LEUR EST ATTRIBUÉ AU CONTRAT.

Le gouvernement du Québec

Par : _____

Nom :

Fonction :



ANNEXE H

MODIFICATIONS AUX ANNEXES

Le but de la présente annexe est de permettre d'apporter, conformément à l'article 18 de la présente entente, certaines modifications aux annexes A, B, C et D de l'entente, sans que les principes qui ont permis l'acceptation de l'entente elle-même ne puissent être modifiés, notamment quant à la nature du projet, de la portée de la reddition de compte et du financement global octroyé par Inforoute.

Les détails entourant toute modification devront être à la convenance des Parties et être autorisés par les représentants autorisés suivants :

Représentants autorisés :

INFOROUTE : Denis Gauthier, Chef de l'exploitation

QUÉBEC : Richard Audet, sous-ministre associée aux technologies de l'information et responsable du dossier santé Québec (DSQ), ministère de la Santé et des Services sociaux

ANNEXE I

FRAIS ADMISSIBLES

Les frais admissibles sont établis conformément aux critères généraux et aux restrictions suivantes. Les frais admissibles s'entendent des frais directs raisonnables engagés et versés par le QUÉBEC ou ses entrepreneurs qui se rapportent directement au projet et qui sont décrits plus en détail dans le budget détaillé approuvé et l'énoncé des travaux, tels que spécifiés aux annexes B et C, lesquels remplissent les critères suivants :

Les frais admissibles :

- i) doivent être calculés en fonction des frais réels engagés et ne doivent pas être fondés sur des estimés, la valeur théorique, la valeur au marché ou autre fondement ;
- ii) ne doivent pas inclure des frais d'intérêts, des frais de paiement en retard, des amendes ou d'autres paiements, charges ou frais semblables engagés par le QUÉBEC ou pour son compte ;
- iii) doivent être nets de tout abattement, rabais, réfaction ou disposition semblable qui diminue effectivement les coûts réels du QUÉBEC ;
- iv) ne doivent pas inclure des taxes de vente recouvrables ;
- v) doivent inclure uniquement les frais de déplacement ou de séjour appropriés engagés par le QUÉBEC ou pour son compte, directement reliés au projet, et qui respectent la politique de remboursement des frais et des frais de déplacement du QUÉBEC ; la politique relative aux frais de déplacement sera définie dans le cadre du budget détaillé approuvé ;
- vi) n'incluent pas les frais généraux sauf si les parties ont expressément convenu par écrit qu'ils doivent être considérés comme des frais admissibles dans le cadre de la charte de projet ou du budget détaillé approuvé ;
- vii) n'incluent pas les frais relatifs aux employés du QUÉBEC, engagés en ce qui a trait au projet, sauf si les parties ont convenu dans la charte de projet ou dans le budget détaillé approuvé que ces frais seront considérés comme des frais admissibles, auquel cas, leur remboursement sera fondé sur la quote-part proportionnelle des coûts de main-d'œuvre réels relatifs aux employés qui travaillent directement sur le projet, comme il est prévu dans les livres de paie applicables du QUÉBEC ;
- viii) n'incluent pas les frais engagés par les entrepreneurs du QUÉBEC relativement au projet, sauf si les parties ont convenu dans la charte de projet ou le budget détaillé approuvé ou subséquemment par écrit dans un amendement à l'entente que ces frais doivent être considérés comme des frais admissibles ;
- ix) n'incluent pas les frais d'exploitation ou d'entretien associés à tout système actuel ou futur ou aux autres produits ayant trait au projet ; et
- x) n'incluent pas les frais et débours légaux ou professionnels du QUÉBEC.

Conditions préalables au remboursement :

INFOROUTE convient de rembourser les frais admissibles, sous réserve des modalités prévues dans la présente entente, si toutes les conditions suivantes ont été remplies :

- i) les frais présentés aux fins de remboursement sont des frais admissibles ;
- ii) un certificat de représentation et de conformité selon la forme prévue à l'annexe F pour chaque produit des travaux a été remis par le QUÉBEC à INFOROUTE. Les parties doivent convenir de temps à autre des documents justificatifs appropriés ; et
- iii) le sous-ministre associé responsable du DSQ au MSSS a remis un avis d'acceptation relativement aux produits des travaux décrits dans l'énoncé des travaux applicables ;

Report des frais admissibles

Si les frais admissibles de produits des travaux particuliers devant être remboursés au QUÉBEC dépassent l'enveloppe budgétaire des produits des travaux pertinents, le QUÉBEC pourrait reporter l'écart et l'appliquer à une facture antérieure ayant trait à ce projet ou reporter l'écart à une facture postérieure ayant trait à ce projet, si le remboursement de celle-ci par INFOROUTE a été inférieur à l'enveloppe budgétaire des produits des travaux pertinents qui y étaient mentionnés, à condition, cependant, qu'à aucun moment, les paiements d'INFOROUTE au QUÉBEC à l'égard des produits des travaux ne dépassent son obligation de remboursement totale relative à ce projet comme il est prévu dans l'échéancier de remboursement applicable.

Si, pour un projet donné, les frais admissibles pour des produits des travaux particuliers sont inférieurs à l'enveloppe budgétaire des produits des travaux pertinents, le QUÉBEC pourrait reporter l'écart et le totaliser en ce qui a trait à des produits des travaux alloués subséquentement pour ce projet, à condition, cependant, qu'à aucun moment les paiements d'INFOROUTE au QUÉBEC à l'égard des produits de travaux ne dépassent son obligation de remboursement totale relative à ce projet comme le prévoit l'annexe de remboursement applicable.

Orientations d'Inforoute en matière d'admissibilité

Frais admissibles reliés aux projets d'investissement - *Inforoute Santé du Canada – Mai 2006*

PRINCIPES FONDAMENTAUX

Frais admissibles

- Frais nécessaires à la réalisation du projet
- Solutions réutilisables/reproductibles
- Frais nécessaires à la mise en œuvre de solutions propres au projet

Frais non admissibles

- Éléments exclus en vertu de l'accord de financement d'*Inforoute* (p. ex. : la maintenance)
- Éléments non conformes aux normes pancanadiennes de DSE
- Éléments uniques ou exclusifs à une seule mise en œuvre
- Frais relatifs à des applications/modalités cliniques de point de service
- Frais qui se poursuivront après l'achèvement du projet

Les approbations de projets et l'admissibilité des frais sont assujetties au processus d'approbation d'*Inforoute*. Les exceptions sont traitées au cas par cas et assujetties au même processus d'approbation.

FRAIS GÉNÉRAUX

Frais admissibles

- Frais de déplacement et autres frais pour l'équipe de projet
- Frais de location d'installations et d'équipement liés au projet
- Formation (cours, séminaires) de l'équipe de projet
- Partie non remboursable des taxes sur les frais admissibles

Frais non admissibles

- Coûts des mesures d'incitation à l'adoption
- Frais financiers (p. ex. : les frais d'intérêt)
- Coûts de maintenance
- Coûts d'exploitation

COÛTS LIÉS AU MATÉRIEL ET AU LOGICIEL

Frais admissibles

- Logiciel d'application propre à un domaine
- Installation et configuration
- Logiciel requis pour l'intégration avec les registres clients/intervenants et les services de confidentialité et de sécurité

- Systèmes d'exploitation
- Serveurs (matériel)
- Serveurs (de base, p. ex. : SGBD, application, Web)
- Stockage (jusqu'à l'utilisation prévue pour trois ans)

Frais non admissibles

- Sauvegarde (hors ligne)
- Logiciel d'ordinateur de bureau
- Ordinateur de bureau
- Logiciel frontal (logiciel d'ADT, SIL, logiciel de gestion des dossiers des patients ou autres logiciels qui ne sont pas propres au programme ou à la solution)
- Logiciel générique
- Infrastructure TI/SI (centre de données, UPS, génératrice, serveurs génériques)
- Maintenance
- Réseau
- Périphériques
- Outils de productivité (portatifs, assistant numérique, BlackBerry, etc.)
- Logiciel d'application pour solution (quand la solution a déjà été développée et est disponible gratuitement)
- Logiciel utilitaire
- Systèmes de vidéoconférence (sauf ceux pour la télésanté)

COÛTS LIÉS À L'ÉQUIPE DE PROJET/AUX SERVICES PROFESSIONNELS

Frais admissibles

- Analyse
- Évaluation des avantages
- Gestion du changement
- Mise en œuvre
- Installation et configuration
- Intégration (incl. connectivité des applications reliées à des composantes propres à un programme)
- Intégration avec les registres clients/intervenants et les services de confidentialité/sécurité
- Approvisionnement conjoint (multi-admin.)
- Gestion du savoir
- Planification
- Évaluation des ÉFVP
- Production des livrables
- Gestion de projet
- Recrutement
- Mise à l'essai
- Formation des formateurs

Note : En aucun cas les taux remboursables ne doivent dépasser \$ 1,300 / jour

Frais non admissibles

- Approvisionnement personnalisé (approvisionnement relatif à une seule administration, ne s'appliquant pas à d'autres administrations)
- Rémunération des cadres
- Services juridiques (autres que ceux liés à un approvisionnement conjoint, une ÉFVP, une entente de services partagés ou une entente sur les niveaux de service)
- Maintenance
- Exploitation
- Gouvernance du projet/temps du comité de direction et les dépenses connexes (sauf si les membres du comité de direction contribuent substantiellement à la création de livrables et à l'exécution de la portée du projet, tel que la prestation d'expertise)

Note

Tous les autres coûts admissibles doivent être mutuellement approuvés par écrit par les 2 parties. Les coûts doivent être nets de tout abattement, rabais, réfaction ou disposition semblable qui diminue effectivement les coûts réels.

A small, handwritten signature or mark in the bottom right corner of the page.